



**Bundesamt für Aussenwirtschaft**  
**Office fédéral des affaires économiques extérieures**  
**Ufficio federale dell'economia esterna**  
**Uffizi federal da l'economia esteriura**

3003 Bern  
Bundeshaus Ost 26. Mai 1992

☎ 031 /  
Fax 031 / 61 2330 67 75 75

Ihr Zeichen  
Votre signe  
Vostra sigla  
Voss segn

Unser Zeichen  
Notre signe  
Nostra sigla  
Noss segn  
GUS 821

**VERTRAULICH**

Schweizer Botschaften in:

Moskau	Wien
Washington	Stockholm
Brüssel (Mission)	Helsinki
Bonn	Ankara
Paris	Teheran
London	Islamabad
Rom	Beijing
Tokio	OECD-Dele- gation, Paris
Ottawa	EFTA/GATT- Delegation, Genf

**Mission in die GUS-Staaten (Moskau, Alma-Ata, Taschkent, Kiew), 8. - 19. Mai 1992**

Herr Botschafter

Beigeschlossen finden Sie zu Ihrer vertraulichen Information die Berichterstattung über die Mission, welche Unterzeichneter in Begleitung der Herren L. Ribeli (BAWI) und U. Bucher (PA I/EDA) vom 8. - 19. Mai in die Hauptstädte der Russischen Föderation (Moskau), Kasachstans (Alma-Ata), Usbekistans (Taschkent) und der Ukraine (Kiew) durchgeführt hat. Folgende Dokumente liegen bei:

- Bericht über den Aufenthalt in Moskau, Alma-Ata und Taschkent
- Zusatzbericht über den Aufenthalt in Kiew
- Notizen über die einzelnen geführten Gespräche
- Liste der Gesprächspartner.



- 2 -

Wir versichern Sie, Herr Botschafter, unserer vorzüglichen Hochachtung.



Rudolf Ramsauer  
Vizedirektor

Beilagen: erwähnt

Kopie an: (mit Beilagen)

- EDA:
- Politische Abteilung I
  - Sekretariat des Staatssekretärs
  - Beauftragter für Osthilfe
  - Finanz- und Wirtschaftsdienst
  - Völkerrechtsdirektion
- EDA/EVD:
- Integrationsbüro
- EVD/BAWI:
- blf, jek ari, gir, imb, spb, bal, zos, jag, gjd, ebe, vwa
  - Dienst für mittel- und osteuropäische Länder (ECE/UNO)
  - Dienst für Wirtschaftsmassnahmen für Mittel- und Osteuropa (Gurtengasse und Hirschengraben)
  - Dienst für südosteuropäische Länder
  - Dienst für europäische Freihandelsländer
  - Dienst für Mittelostländer
  - Dienst für Asiatische Entwicklungs- und Staatshandelsländer
  - Dienst für multilaterale Finanzierungsinstitutionen
  - GATT-Dienst
  - OECD-Dienst
  - Wirtschafts- und Währungsdienst
  - Dienst für internationale Investitionsfragen
  - Dienst für internationale Energiefragen
  - ERG-/IRG-Dienst

OFFICE FÉDÉRAL DES AFFAIRES  
ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES  
Europe centrale et orientale

Moscou, le 16 mai 1992, ram

Mission dans la CEI du 8 au 19 mai 1992: Moscou (Fédération russe), Alma-Ata (Kazakhstan), Tachkent (Ouzbékistan), Kiev (Ukraine)

Cette mission que le soussigné a effectuée avec MM. L. Ribeli (OFAEE) et U. Bucher (DPI/DFAE), et qui était la première prise de contact officielle de la part de l'OFAEE avec les gouvernements de nouvelles républiques de la CEI, a permis de prendre conscience d'une réalité politique, économique et psychologique extrêmement complexe, floue et incertaine. Le voyage a été organisé à la perfection par notre Ambassade à Moscou, et je tiens à remercier notamment l'Ambassadeur Ritter et M. Souche de leurs efforts, indispensables à la réussite de notre mission. Les entretiens que nous avons eus à Moscou, Alma-Ata et Tachkent se sont concentrés sur les Ministères des affaires économiques extérieures, des finances, de l'économie (anciennement de la planification) et se sont déroulés au niveau ministériel (Kazakhstan) ou avec des vice-ministres (Russie, Ouzbékistan). A Moscou, nous avons pu rencontrer plusieurs hommes d'affaires de la Communauté suisse (Hoffmann - La Roche, Sandoz, ABB, Crédit Suisse, notamment).

1. L'impression générale qui se dégage est celle d'un ensemble de républiques qui, sur les plans politiques et psychologiques, se divise de plus en plus et où la coopération est de plus en plus ardue dans les domaines qui exigent pourtant une gestion commune (échanges monétaires et commerciaux, dette intérieure et extérieure). Il fait nul doute que le Kazakhstan s'oriente plutôt vers l'espace centre-asiatique (Chine, Corée, Inde, Pakistan), que l'Ouzbékistan tourne son attention vers le Sud-Ouest Asiatique et que Moscou est incapable d'offrir l'option d'une communauté d'Etats dont il continuerait d'être le centre. La CEI paraît jouer le rôle principal "d'administrateur de la faillite". Au tout récent sommet de la CEI à Tachkent, qui n'a résolu aucun des problèmes brûlants, n'ont participé que six chefs d'Etat. Les tensions entre les républiques sont très visibles, et les deux pays centre-asiatiques que nous venons de visiter se lancent dans une véritable course aux relations politiques et économiques avec des partenaires extérieurs à la CEI. Et ce, même si tous nos interlocuteurs reconnaissent l'impossibilité de défaire dans le court terme les liens et dépendances inextricables tissés par le pouvoir central de Moscou pendant des décennies.
2. Le processus de "décolonisation" sera très difficile à gérer. L'enjeu est notamment économique et social: si les nouveaux gouvernements devaient faillir à l'obtention de progrès substantiels dans un bref délai, les courants nationalistes et/ou fondamentalistes pourraient bien prendre le dessus et créer des situations politiques très instables. Les dirigeants de ces pays en sont pleinement conscients. Ils sont engagés dans une course contre la montre.

3. Paradoxalement, la stabilité actuelle des régimes est basée sur des "hommes forts" (Nazarbaev au Kazakhstan, Karimov en Ouzbékistan) issus de l'ancienne équipe communiste. Au niveau des hauts fonctionnaires également, le changement de la garde n'a pas eu lieu, et en fait, on ne verrait guère, à l'heure actuelle, quelle autre structure aurait pu prendre la relève. Ainsi avons-nous discuté de la réforme économique avec le Ministre des Finances du Kazakhstan sous le portrait de Lenine. En partie, il s'agit d'un problème de générations: nous avons rencontré, parmi les plus jeunes dirigeants, des personnes qui ont certes fait leurs premiers pas au sein du Parti, mais qui apparaissent très ouvertes, dynamiques et soucieuses d'intégrer leurs pays dans la coopération internationale du modèle "occidental" et laïque. Un revirement vers les idéologies nationalistes et/ou fondamentalistes constituerait un recul certain. Le refrain principal du vice-ministre de l'Ouzbékistan aux affaires économiques extérieures: "pourvu que nous réussissions à maîtriser les émotions de la population....".
4. La situation économique générale est très mauvaise à Moscou, et la passivité et le fatalisme de la population sont frappants. Comparé à l'état de délabrement généralisé (usines fermées, bâtiments en ruines, même les façades du Bolchoï se désintègrent, mendiants, vendeurs ambulants, queues devant les magasins ect. ). Les républiques centre-asiatiques ne semblent pas avoir souffert autant: moindre recul de l'activité économique, meilleur approvisionnement, et surtout plus de confiance en l'avenir. Le potentiel économique du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan est important (vastes richesses naturelles: pétrole, minerais, or, argent, uranium..., forte production agricole: céréales, fruits et légumes, coton...). La population part de l'idée qu'avec l'indépendance vis-à-vis de Moscou, la longue exploitation des colonisateurs russes prendra fin. De plus, on repart d'un niveau de vie qui se compare à celui des PED environnants plutôt qu'à celui d'une ancienne superpuissance industrielle. Pour les Russes, la chute du niveau de vie est cruelle: on a beaucoup perdu, l'avenir est incertain, et il manque de vision politique et sociale cohérente. C'est l'implosion d'un géant. Et pourtant, nous n'avons rencontré personne croyant que le retour à l'ancien système constitue encore une option. La réforme économique prendra du temps, beaucoup de temps, mais on ne pourra faire marche arrière. Et le processus évoluera dans un cadre de grande confusion et incertitude (légale et institutionnelle notamment). Certains n'excluent pas le retour d'un régime politique autoritaire qui poursuivrait cependant le chemin d'une réforme économique. La double conditionnalité économique et politique est donc de mise.
5. Certains de nos partenaires occidentaux sont déjà bien actifs dans les nouvelles républiques. Les Américains y étaient les premiers à établir des ambassades. Au sein de la région centre-asiatique, Tachkent semble devenir la capitale la plus courtisée par la diplomatie occidentale. Les Américains sont déjà opérationnels sur le terrain. Un de leur diplomates nous dit que les Etats-Unis vont bientôt signer avec l'Ouzbékistan le "paquet habituel" d'accords économiques bilatéraux (traité sur le commerce permettant le traitement MFN, accords sur la protection des investissements, sur la garantie aux investissements OPIC, ainsi que sur la double imposition). Le nouvel ambassadeur d'Allemagne vient de s'installer à Tachkent. Les Autrichiens sont également particulièrement actifs et ont déjà signé certains "understandings" économiques avec le Kazakhstan. Les Italiens, les Turcs, les Iraniens, les Pakistanais, les Indiens, les

Chinois, les Coréens, sans oublier les Japonais, fréquentent assidûment ces capitales. Au niveau des contacts privés, un nombre de grands contrats établissant des "joint-ventures" ont déjà été conclus, notamment dans les domaines miniers et pétroliers. Pour ce qui est de la présence des milieux d'affaires suisses, certaines entreprises suisses sont bien connues en Ouzbékistan (UBS, négociants en coton, Marc Rich), mais leur présence fait encore défaut au Kazakhstan. Partout où nous sommes allés, le souhait d'une activité d'investissements suisses a été exprimé. La Suisse est surtout perçue sous l'angle d'une puissance financière et bancaire. L'apport de notre secteur bancaire est souhaité non seulement dans l'espoir de pouvoir obtenir des crédits, mais aussi pour son "know-how" monétaire à un moment où ces pays considèrent sérieusement d'émettre leur propre monnaie, signe de plus de leur volonté de briser le monopole économique de Moscou.

6. Il est évident que la possibilité de développer des relations bilatérales avec les nouvelles républiques constitue une perspective à long terme, avec tous les risques politiques que nous venons de mentionner: Tout est à créer: les bases légales (bien des lois, sur les investissements étrangers, sur la privatisation, sur la liberté du commerce extérieur, p. ex., ont été rédigées hâtivement et ne sont ni appliquées ni applicables), les communications, les liaisons aériennes, des locaux commerciaux, etc. Les moyens d'information les plus simples (journaux en langues internationales p. ex.) manquent. Tandis qu'à Alma-Ata le réveil ne s'est pas encore produit, Tachkent est une ville grouillante d'activité, et les hommes d'affaires et les missions officielles y arrivent en masse.
7. L'essor économique sera certes un travail de longue haleine, mais il va sans dire que la Suisse a intérêt à jeter maintenant les bases contractuelles de ses relations économiques avec ces nouvelles républiques. Les accords passés jadis avec l'Union soviétique ne sont ni connus, ni même pris en considération. Sur présentation du traité commercial bilatéral le plus important - le traité avec l'URSS de 1948 -, le premier vice-ministre ouzbek aux affaires économiques extérieures (notre seul interlocuteur à s'exprimer en anglais) répond: "This is from another planet". Les projets d'accord sur la protection des investissements que nous avons présentés à Alma-Ata et à Tachkent ont suscité un vif intérêt de la part de nos partenaires. Selon les instructions, nous avons répondu en principe favorablement à la suggestion, dans les deux capitales, de procéder à des pas plus concrets en vue d'élaborer des textes légaux sur la coopération économique bilatérale. Les premiers candidats pourraient être des accords sur la protection des investissements et des instruments remplaçant le traité commercial avec l'URSS. Nous avons également saisi l'occasion de parler sur le GATT, des contacts informels entre les républiques et le Secrétariat du GATT ayant déjà été établis. Un follow-up opérationnel de nos visites s'avérera donc opportun, voire nécessaire.

### Entretiens à Moscou

avec:

- Golovaty (Vice-Ministre des finances)
- Piskoppel (Directeur, Ministère des rel. écon. extérieures)
- Anissimov (Vice-Président, Commission pour l'aide humanitaire et technique)
- Birjoulov (Directeur général adjoint, MAE)

La réforme économique du Gouvernement russe se poursuit dans des circonstances extrêmement difficiles: la politique monétaire restrictive pousse les entreprises, qui accumulent des dettes, dans l'insolvabilité et leurs créances en devises ne sont plus honorées par l'Etat. En raison d'une spécialisation intentionnellement exacerbée par les pouvoirs centraux, des arrêts de production causent la rupture fréquente de chaînes entières de production. Le manque de coopération commerciale entre les républiques de la CEI précipite ce phénomène. Moscou cherche à freiner cette évolution par la négociation d'accords bilatéraux avec les autres républiques, accords commerciaux qui contrôlent à nouveau l'échange des marchandises et les prix dans le but de maintenir une sécurité minimale d'approvisionnement. Les problèmes posés par l'éclatement de l'espace économique de l'ex-URSS nécessitent donc le retour aux échanges planifiés. Les fonctionnaires à Moscou sont convaincus que les vellétés d'indépendance économique des autres républiques et leurs tentatives de freiner les exportations à l'intérieur de la CEI vont vite disparaître lorsque celles-ci auront fait l'expérience de leur incapacité concurrentielle sur les marchés internationaux. De même considèrent-ils comme un succès le fait d'avoir au moins réussi à retarder l'émission de nouvelles monnaies nationales. L'irréversibilité de la réforme économique n'est nullement contestée, mais celle-ci prendra du temps (on nous parle de 10 ans au minimum) et elle nécessitera la sauvegarde d'une coopération économique entre les Etats de la CEI.

Pour ce qui est de l'apport financier des partenaires occidentaux, nous constatons une certaine désillusion parmi les responsables russes. Le fameux paquet de 24 milliards de dollars promis par le G-7 consiste surtout en engagements bilatéraux entrepris par les pays industrialisés déjà auparavant (y compris d'ailleurs les dettes non remboursées). Les seuls éléments nouveaux - considérés comme très importants par contre - sont les 6 milliards destinés à un fonds de stabilisation du rouble ainsi que les 4 milliards d'argent frais du FMI et de la BIRD. Le vice-ministre des finances s'intéresse beaucoup à la question de la participation suisse à un éventuel fonds pour le rouble, dont il aimerait d'ailleurs d'emblée utiliser 400 millions pour rembourser des dettes en devises à l'égard des entreprises, en grand nombre des joint-ventures.

Déception aussi marquée par rapport au processus de coordination de l'aide, qui verra comme prochaine étape la Conférence de Lisbonne des 23/24 mai prochains. A huit jours de cette Conférence, on ne dispose que de peu d'indications à Moscou. Quels seront les

résultats à atteindre? Beaucoup de coordination, et peu de résultats concrets - craint-on ici - ce qui est jugé assez grave du point de vue politique.

La question du partage de la dette extérieure de l'ancienne URSS sera très difficile à régler (Ministère des finances). Tandis qu'aux MAE on nous rassure que la pression exercée sur les autres républiques de se tenir aux quote-parts convenues au début de l'année, un interlocuteur cynique du Ministère des relations économiques extérieures remarque que toutes les dettes de l'Union seront remboursées - par la seule Russie.

Au sujet de la reconduction de nos accords économiques bilatéraux, est apparue lors de nos discussions une certaine confusion qui nécessitera un follow-up opérationnel de notre part: Le vice-ministre des finances nous a confirmé le principe que la Fédération de Russie a repris toutes les obligations internationales de l'URSS, tout en ajoutant cependant que ces obligations seront respectées pour autant qu'elles ne contredisent pas les lois de la Russie. Les accords internationaux tels que les traités sur la protection des investissements et sur la double imposition font actuellement l'objet d'un examen interministériel. Au vice-ministre d'ajouter qu'en ce qui concerne les accords avec la Suisse, ils seront certainement reconduits. Si des adaptations devaient s'avérer nécessaires, nous en conviendrions plus tard.

Pour ce qui est des accords commerciaux, par contre, le Ministère des relations économiques extérieures attend de nous des propositions concrètes et spécifiques concernant l'éventuelle modification de ces instruments. On nous suggère de régler cette question rapidement par un simple échange de lettres entre les deux ministères compétents. A plus long terme, quand les réformes économiques se seront concrétisées, on pourrait songer à l'élaboration d'un nouveau traité bilatéral. Nous avons également procédé à un échange de vues sur la constitution de la Commission mixte Suisse-Russie, où des divergences d'opinions existent quant au niveau de la coprésidence.

Finalement nous devons relever l'appréciation très positive du vice-président de la Commission d'aide humanitaire et technique pour les efforts suisses dans ce domaine (l'aide fournie après la catastrophe de Tchernobyl a été explicitement mentionnée). A l'avenir, cette commission, dont le statut et le pouvoir réels à l'intérieur de l'administration ne paraissent pas très clairs, souhaiterait que l'aide technique suisse se concentre sur les domaines d'infrastructure médicale, de formation bancaire, des petites exploitations agricoles, ainsi que sur la sécurité des centrales nucléaires.

### Entretiens à Alma-Ata

avec:

- Abdikadirov (Ministre des finances)
- Kostyuchenko (Premier vice-ministre aux aff. écon. ext.)
- Shalvarov (Vice-Président du Comité d'Etat sur l'Econ.)
- Kyrbasov (Ministre, Président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie)

Le Kazakhstan cherche à maintenir des relations commerciales avec les anciens partenaires de la CEI (Russie en particulier) par le biais d'accords bilatéraux établissant "le libre échange".

En même temps, le gouvernement poursuit activement l'élaboration d'accords commerciaux avec des partenaires "externes" (Etats-Unis, Autriche, Allemagne, pays voisins, notamment la Chine). La stratégie économique se résume à l'exploitation des énormes richesses minières, tout en établissant une industrie de transformation. De très grands projets d'infrastructure des transports (chemins de fer, ports) sont en discussion, et quelques grosses "joint ventures" dans le secteur pétrolier (Chevron, Elf Aquitaine) sont sur le point d'aboutir. (Entre-temps, le contrat avec Chevron a été signé à Washington).

La réforme économique, notamment la privatisation et la libéralisation du commerce extérieur, se trouvent dans un état embryonnaire. Le gouvernement et l'administration sont toujours les principaux acteurs économiques et les anciens mécanismes de planification étatique persistent, surtout dans le ministère des finances. Au ministère des affaires économiques extérieures, on se veut plus réformateur. La question d'une éventuelle monnaie nationale reste entièrement ouverte. Le Kazakhstan s'engage à honorer ses dettes extérieures, mais refusera "de payer pour la Russie"....

Le besoin de capitaux étrangers pour valoriser les ressources naturelles et pour développer l'industrie est gigantesque. De plus, il y a manque quasi total de "know-how", d'organisation et de gestion (y compris formation financière et bancaire).



### Entretiens à Tachkent (Ouzbékistan)

avec:

- Safaev (Premier Vice-Ministre aux affaires écon. ext.)
- Beganov (Vice-Ministre des finances)
- Diplomates américains et allemands

La situation politique est caractérisée par des tendances potentiellement déstabilisatrices (courants nationalistes et/ou fondamentalistes) et par une attitude anti-russe assez prononcée. Ainsi découvre-t-on peu de volonté de maintenir une coopération économique avec la Russie. Par contre, les relations avec les nouveaux partenaires "extérieurs" sont poussées avec beaucoup de dynamisme. Si les réformes économiques paraissent plus avancées qu'au Kazakhstan, ceci est en partie dû au fait que même sous le système communiste, il y a toujours eu un secteur informel libre (commerce de détail, petite production).

Le potentiel économique de l'Ouzbékistan est plus diversifié et le marché intérieur plus important qu'au Kazakhstan. C'est la raison pour laquelle l'Ouzbékistan a mieux supporté la rupture des relations commerciales à l'intérieur de l'ex-URSS que d'autres républiques. Mais les attentes de la population sont très grandes. Les milieux d'affaires occidentaux sont déjà assez présents à Tachkent. Il existe plus de points d'attache pour toute une gamme d'entreprises étrangères.

Si on ne discerne aucune conception globale du processus des échanges à l'intérieur de la CEI, l'attitude par rapport à la dette extérieure est semblable: pas de cadeau à la Russie. La discussion sur l'émission d'une propre monnaie est avancée, et l'on aimerait bien profiter de l'aide technique suisse en la matière (question de la convertibilité et du "pegging" par rapport au dollar ou à l'ECU). Mais, on nous assure que l'Ouzbékistan ne sera pas la première république de la CEI à sortir de la zone rouble.

**BUNDESAMT FÜR AUSSENWIRTSCHAFT**  
**Mittel- und Osteuropa**

Bern, 22. Mai 1992, ram/stb

**Zusatzbericht über Gespräche in Kiew (Ukraine) (18./19.05.92)**

mit: Timofeyev (Erster stv. Minister für Aussenwirtschaftsbeziehungen)  
Havrylyshyn (stv. Finanzminister)  
Lipatov (Vizeminister im Aussenministerium)  
Bazarov (Director International Department, National Bank of Ukraine)  
Lokale Vertreter von Sandoz, ABB und ASCOM

Keiner unserer Besuche in den Hauptstädten einiger GUS-Republiken hinterlässt einen so zwiespältigen Eindruck wie derjenige in Kiew. Die Ukraine nimmt als zweitbedeutendstes Wirtschaftszentrum, als drittgrösstes Land und als Rüstungs- und Nuklearmacht innerhalb der Gemeinschaft einen zentralen Platz ein. Für die Zukunft der gesamten GUS ist das Verhältnis zwischen Moskau und Kiew von entscheidender Bedeutung. Und gleichzeitig haben wir nirgendwo so viel Konservatismus, Zukunftspessimismus, ja Zynismus vorgefunden wie in Kiew. Der Lebensstandard ist auch in der Ukraine stark gesunken, und manche unserer privaten Gesprächspartner fragen sich, wie lange diese Talfahrt noch andauern kann. Aber - wie man uns sagte - "wenn es heute schlecht geht, kann es morgen immer noch schlechter gehen."

Die Nationalitätenfrage ist trotz aller offiziellen Beteuerungen des Gegenteils ungelöst: die Ukrainer haben Angst vor dem grossen Nachbar, mit dem sie wirtschaftlich noch untrennbar verbunden sind, die Russen in der Ukraine (11 von 52 Mio. Einwohnern) haben Angst vor nationalistischen Exzessen und meinen, dass die Regierung in Kiew bisher gar nichts zustande gebracht habe, mit Ausnahme der politischen Unabhängigkeit, einer neuen Nationalflagge und eines gestörten Verhältnisses zu Moskau.

Die politische Situation ist charakterisiert durch ein Machtvakuum und durch eine allgemeine Paralyse: Fast nichts scheint in diesem Land durchführbar zu sein und zu funktionieren. Weder ist mit der Ablösung von Moskau eine neue politische Ordnung aufgebaut worden, noch ist die alte kommunistische Equipe, welche sich nationalistisch verfärbt hat, in der Lage, die Probleme anzupacken und eine Zukunftsvision zu vermitteln. Das Land scheint dahinzuschlittern und niemand weiss wohin.

Kennzeichnend dafür ist der Stand der Wirtschaftsreform, welche noch kaum begonnen hat. Es gibt zwar gewisse fortschrittliche Gesetzestexte (z.B. über Auslandsinvestitionen), aber die Realität sieht anders aus. Die Wirtschaft ist noch streng reglementiert - wenn nicht durch offizielle Dekrete, dann durch informelle, oft zweifelhafte Praktiken. Das Preisgefüge ist völlig durcheinander, die Grundnahrungsmittel sind rationiert. Investoren haben keine Garantie, dass sie Kapital und Gewinne repatriieren können. So ist denn auch die Haltung der ausländischen Firmen eine abwartende: Sie sind präsent - denn ein Land von der Grösse und dem Potential der Ukraine darf nicht vernachlässigt werden -, aber investiert wird noch kaum.

Die Loslösung von Moskau hat vielleicht diffuse nationalistische Ambitionen befriedigt, wirtschaftlich hat sie der Ukraine bisher sicher wenig bis nichts gebracht. Umso mehr wird Russland für die schlechte Lage verantwortlich gemacht. Bestes Beispiel dafür ist die Währungssituation: die Ukraine leidet an einem akuten Mangel an Bargeld, weshalb parallel zu dem (von Moskau zu spärlich gelieferten) Rubel eine Coupons-Emission durchgeführt wurde, welche Vorboten der eigenen Währung darstellen. Diese soll beschlossene Sache sein, der Internationale Währungsfonds insistiert allerdings, dass eine feste Parität 1:1 zum Rubel festgelegt werde. Während die eigene Währung von vielen Gesprächspartnern als natürliches Attribut eines jeden unabhängigen Staates erachtet wird, fragen sich skeptische Beobachter, wie angesichts der (nicht) vorhandenen Deckung und der allgemeinen Wirtschaftslage überhaupt eine stabile Währung in diesem Lande möglich sei.

Trotz allen Unabhängigkeitsbestrebungen sind sich die Verantwortlichen in den besuchten Ministerien bewusst, dass die Zusammenarbeit mit den Republiken der ehemaligen UdSSR - vor allem mit Moskau - unabdingbar ist, aber diese Zusammenarbeit soll auf der Basis der Gleichheit zwischen souveränen Staaten stattfinden. Dabei hat gerade die Auflösung der früheren Verhältnisse und der Übergang zu Weltmarktpreisen im intra-GUS-Handel (z.B. Verteuerung der Energieimporte) der ukrainischen Wirtschaft schwere Schläge versetzt. So ist man denn heute wieder dabei, in bilateralen Abkommen den Warenaustausch nach altem planwirtschaftlichen Modell aufleben zu lassen. "Ungerechte" Preisunterschiede im Handel unter den Republiken sollen mittels Exportzöllen abgeschöpft werden, was bereits zu neuen Handelsbarrieren geführt hat. Die vom Währungsfonds aufgesetzten und im Finanzministerium mit Enthusiasmus begrüßten Programme zur makroökonomischen Stabilisierung werden auf rigide und alles andere als marktwirtschaftliche Strukturen auf der konkreten Mikroebene stossen. Letztere wird von Funktionären der alten Generation im Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen kontrolliert.

An der Intensivierung der bilateralen Beziehungen mit neuen Partnern ist die Regierung des neuen Staates sehr interessiert. Die baldige Entsendung eines schweizerischen Geschäftsträgers wird mit grosser Genugtuung aufgenommen. Abkommen werden im Zuge einer aktiven Besuchsdiplomatie in grosser Zahl abgeschlossen (in Washington hat Präsident Krawtchuk kürzlich den MFN-Status zugesprochen erhalten). Im Falle der Schweiz erwartet man mit Interesse die Verhandlung im kommenden Monat über ein Investitionsschutzabkommen. Die mit der Sowjetunion abgeschlossenen bilateralen Verträge will die Ukraine nicht einfach übernehmen. Der Erste stv. Minister für Aussenwirtschaft erklärt rundweg, dass unsere Handelsvereinbarungen mit der ehemaligen Sowjetunion "keine Basis" für zukünftige Verträge darstellten, interessiert sich dann aber bei Präsentation von deren Inhalt vor allem für die typisch "sowjetischen" Elemente (Vertrag über den Warenaustausch, Handelsvertretung, Gemischte Kommission). Die marktwirtschaftlichen Prinzipien, wie sie beispielsweise im GATT verankert sind, stossen auf weit weniger Interesse bei ihm (wohl aber bei seinen jüngeren, sprachgewandten Mitarbeitern). Dennoch, auch mit der Ukraine wird sich die Regelung unseres Vertragsverhältnisses im Wirtschaftsbereich aufdrängen.

Erklärtes Ziel der ukrainischen Aussenwirtschaftspolitik ist die Annäherung und die Assoziierung an die EG. Der Weg wird, unter den heutigen Umständen gesehen, ein langer sein. Dieses Ziel entspricht aber dem widersprüchlichen Eindruck, den die Gespräche in Kiew hinterlassen haben: Ausrichtung auf neue Partner gegen aussen, Stagnation im Innern.

## Businesslunch mit schweizerischen Wirtschaftsvertretern in Moskau

---

Am 9.5.1992 fand im Rahmen eines Mittagessens im Hotel Iris-Pullmann in Moskau ein von Botschaftsrat Jean-Marie Souche organisiertes Treffen zwischen in Moskau akkreditierten, für schweizerische Wirtschaftsunternehmen tätigen Vertretern und BAWI-Vizedirektor Rudolf Ramsauer (ram) statt, bei welchem es darum ging die gegenwärtige Wirtschaftslage und die Geschäftsbedingungen für ausländische Firmen in der Russischen Föderation zu erörtern.

**Die allgemeine Situation** wird in Bezug auf die Geschäftsmöglichkeiten einstimmig als **schwierig** bezeichnet. Trotzdem sei heute ein grösseres Engagement nötig mit Blick auf den potentiellen Markt in Russland und in andern GUS-Staaten und unter einer langfristigen Perspektive. Neue Strategien müssten entwickelt werden. Entscheidungen dürften nicht nur kurzfristige Gewinne im Auge behalten.

Eine Rückkehr zu den alten Macht- oder Kommandostrukturen, wie sie vor dem Putsch bestanden hätten, sei nicht mehr möglich. Heute wirkten zuviele zentrifugale Kräfte und die Planwirtschaft sei gesprengt. Nicht auszuschliessen seien allerdings örtlich begrenzte Putschversuche seitens militärisch-nationalistischer Kreise. Längerfristig dürften solche Versuche jedoch keine Chance mehr haben.

Die **Geschäftsaktivitäten** litten teilweise unter den unklaren gesetzlichen Bestimmungen. Zwar gebe es bspw. ein hervorragendes Investitionsgesetz für Rubelinvestitionen, doch sei niemand bereit, Rubelinvestitionen von ausländischen Firmen entgegenzunehmen, ja man verlange neustens sogar, dass ausländische Firmen ihre Rubelkonten schlössen. In der **bestehenden Rechtunsicherheit** sei man auf pragmatische Problemlösungen angewiesen. Sowjetische Gesetze seien von der Russischen Föderation zwar übernommen worden und würden insofern gelten, als sie der russischen Gesetzgebung nicht widersprächen. Wichtig sei allerdings nicht nur die Kenntnis der Gesetze, sondern vor allem, wie diese angewendet würden. Wenn immer möglich sollte man sich hüten, russische Gerichte anzurufen, denn der Ausgang eines Prozesses sei immer ungewiss und selbst wenn man recht bekomme, so habe man keine Garantie, dass ein Urteil auch in die Praxis umgesetzt werde.

Die in den GUS-Staaten tätigen Firmen seien **heute** (nicht erst in fünf Jahren) **auf eine gewisse öffentliche Unterstützung angewiesen**. Die Amerikaner, die in der Vergangenheit immer vorsichtig gewesen seien, seien heute weiter als wir Schweizer. Finanzierungen vermöchten grössere Firmen zwar selbst zu leisten, sie seien aber auf bessere Informationen über die gegenwärtige Lage und die Zukunftsperspektiven angewiesen. Damit Soforthilfe möglich werde, müssten vorhandene Klein- und mittlere Betriebe vermehrt unterstützt werden. Dafür seien aber gewisse finanzielle Garantien staatlicherseits notwendig. Seitens der russischen Partner müsse ein Umdenken erfolgen, dass erzielte Gewinne nicht nur für Konsumgüter ausgegeben, sondern für Neuinvestitionen verwendet würden.

Ram äusserte seine Ansicht, seine Mission werde sicher auch Hinweise liefern, ob, wann und in welchem Umfang die ERG künftig für GUS-Geschäfte wieder geöffnet werden könnte.

- 2 -

Bezüglich der Präsenz von Schweizer Banken wurde angeführt, diese sei relativ spät erfolgt. Es gelte jetzt, notwendige Bankenstrukturen aufzubauen, damit man später einen vollen Service anbieten könne. Man sei an langfristigen Aktivitäten interessiert. Eine wichtige Voraussetzung für vermehrte Geschäftstätigkeiten sei die **Konvertibilität des Rubels**. Von staatlicher Seite habe man bisher wenig Unterstützung erfahren. Die heutigen Gesetzesgrundlagen sei ein so, dass man von den Banken praktisch alles nehmen könne, was man wolle.

Auf die staatliche Unterstützung angesprochen, äusserte sich ein Teilnehmer dahingehend, dass diese nicht bei erlittenen Misserfolgen einsetzen, sondern vielmehr eine Belohnung bei Erfolgen sein müsste.

Die einzelnen Voten hinterliessen insgesamt den Eindruck, die gegenwärtige Lage sei zwar schwierig und es brauche noch entschiedene Anstrengungen, um das alte Planwirtschaftssystem zu überwinden. Die Hauptschwierigkeit bestehe wohl darin, dass die Mentalität der Bevölkerung sich ändern müsse. Dies jedoch sei ein Prozess, der nur langfristig erfolgen werde.



Leo Ribeli

## **Tuleubek Abdykadyrovich Abdykadyrov, Finanzminister der Republik Kasachstan**

---

### **Alma Ata, 11. Mai 1992**

Die Wirtschaft Kasachstans befände sich, so A., genauso wie diejenige der anderen ehemaligen Sowjetrepubliken in einer Krise. Vom Produktionsrückgang sei in erster Linie die verarbeitende Industrie betroffen, während die Oel-, Gas- und Kohlenindustrie noch zufriedenstellend arbeite. Für die nähere Zukunft erwartete A. eine gewisse Stabilisierung, sofern die Hyperinflation wirksam bekämpft werden könne. Dazu sei die enge Zusammenarbeit mit den anderen GUS-Staaten unabdingbar. Der Präsident Kasachstans setze sich mit grossem Engagement dafür ein, dass die Probleme gemeinsam mit den alten Partnern gelöst würden. Kasachstan habe seine Pflichten als Wirtschaftspartner immer erfüllt und werde dies auch in Zukunft tun. Die kasachische Regierung sei entschieden gegen die Einführung von Zollgrenzen zwischen den Staaten der GUS.

Kürzlich hätten 7 GUS-Staaten in Aschhabad beschlossen, eines der wichtigsten grossen Projekte, den Ausbau der Eisenbahnlinien zwischen dem Mittelmeer, dem arabischen Raum und China gemeinsam an die Hand zu nehmen.

Ram erläuterte die Bedeutung, welche die Schweiz bilateralen Investitionsschutzabkommen beimisst und überreichte A. ein Standard-Abkommen. Dieser betonte das grosse Interesse an ausländischen Investitionen, wies aber darauf hin, dass die privaten Investoren sehr hohe Anforderungen (Garantien, etc.) stellen würden. Er erkundigte sich, ob deshalb nicht auch der ausländische Staat investieren könne. Nachdem Ram dies verneint hatte, erwähnte A. Deutschland als lobenswertes Beispiel, das die privaten Investitionen versichern würde.

Kasachstan verfüge bereits über eigene Gesetze über ausländische Investitionen, doch seien diese noch nicht übersetzt und in einer grösseren Auflage gedruckt. Diese Gesetze würden gegenwärtig vom IMF geprüft.

Selbstverständlich sei Kasachstan auch am Ausbau des Handels interessiert. Priorität müsse dabei nicht der Erhöhung des Volumens von bereits heute exportierten Gütern zukommen; vielmehr sollten ausländische Investitionen dazu verhelfen, dass in Kasachstan konkurrenzfähige Waren hergestellt werden. Ram wies darauf hin, dass die Schweiz über ein grosses Know-how im Bereich der Infrastruktur verfügt.

Ueber die Einführung einer eigenen Währung, so A., werde zur Zeit zwar viel geredet, getan werde aber eigentlich nichts. In erster Linie gehe es heute darum, Vertrauen in die bestehende Währung zu schaffen. A. verwies auf die Goldreserven Kasachstans und sprach von einer möglichen Bindung des Rubels an die DM. Von grosser Bedeutung sei die Zusammenarbeit mit ausländischen Banken - ein Bereich, in dem die Beziehungen besonders auch mit der Schweiz vertieft werden sollten. Der Beitritt zu den Bretton Woods-Institutionen sei sicher auch geeignet, das Vertrauen in den Rubel zu erhöhen. Kasachstan sei daran interessiert, der gleichen Stimmrechtsgruppe wie die Schweiz anzugehören. Dass in der Schweiz über den IMF-Beitritt zuerst ein Referendum abgehalten werden muss, quittierte A. mit einem

spontanen Lachen: man wisse selbst in Kasachstan, dass die Schweiz eine vorbildliche Demokratie sei.

Auf die Frage nach der Aussenverschuldung der ehemaligen Sowjetunion angesprochen wiederholte A, dass Kasachstan zum Memorandum vom letzten Oktober stehe und das eben abgeschlossene Zahlungsaufschubsabkommen begrüsse. Er stellte die Gegenfrage, ob es stimme, dass auf westlichen Banken 100 Mia \$ der UdSSR liegen würden. Nachdem Ram dies als nicht wahrscheinlich bezeichnet hatte, präziserte A., dass es sich um Privatkonten von früheren Potentaten handle. Er erkundigte sich, ob es möglich wäre, solche Gelder allenfalls zurückzuerhalten. Ram skizzierte kurz die Rechtslage und erwähnte die Marcos- und Duvalier-Gelder, worauf A. zynisch bemerkte, dass die Philippinen wohl nur dann jemals wieder in den Besitz des verlorenen Geldes kämen, wenn Frau Marcos zur Präsidentin gewählt würde.

Durch einen Erlass des Präsidenten Kasachstans seien kasachische Unternehmen, die im Ausland Konten errichtet hätten, verpflichtet worden, diese Mittel zurückzutransferieren. A. erkundigte sich nach der Möglichkeit schweizerischer Unterstützung, sei es durch entsprechende Anweisungen an die Banken, sei es auch nur durch die Bekanntgabe der betreffenden Firmen. Ram erläuterte die sehr beschränkten Möglichkeiten der schweizerischen Behörden (Bankgeheimnis!).

Schliesslich präsentierte A. das Anliegen, dass die Schweiz als "Promotor" Kasachstans auftreten und beim Aufbau der Information über dieses Land behilflich sein könnte. Ram versicherte, die diesbezüglichen Möglichkeiten mit der OSEC und dem UNIDO-Büro in Zürich abzuklären und die Banken auf dieses Bedürfnis aufmerksam zu machen.



Urs Bucher

## **A.A. Schalvarov, stellvertretender Vorsitzender der Staatskomitees für Wirtschaft der Republik Kasachstan**

---

### **Alma Ata, 11. Mai 1992**

Die für den Uebergang zur Marktwirtschaft notwendigen Rechtsgrundlagen hat Kasachstan laut S. bereits geschaffen: über 50 Gesetze würden die Bedingungen für die Tätigkeit privater Unternehmen, die Gründung von Aktiengesellschaften, Banken, Investitionen usw. regeln. Trotzdem sei es noch ein langer Weg, bis diese Gesetze den wirklichen Begebenheiten angepasst seien.

Das Hauptproblem der kasachischen Wirtschaft liege in ihrer auf die Bedürfnisse der UdSSR abgestimmten Struktur: die hier gewonnenen Rohstoffe würden anderswo - beim Verbraucher - verarbeitet. Ein weiteres Problem bestehe darin, dass bis vor 2-3 Jahren Moskau die Devisen zugeteilt hatte. Seither sei diese Beziehung unterbrochen. Die anderen Republiken würden das Hauptaugenmerk ihrer Wirtschaftsaktivitäten auf die Aussenbeziehungen legen. Die ausländischen Investoren seien ihrerseits darauf aus, möglichst schnell Gewinne zu erzielen. Kasachstan brauche aber Investitionen in Bereichen, die gewaltige Anstrengungen erfordern würden (Bergbau etc.) und erst in einer ferneren Zeit rentabel würden. Den Investoren müsse, so S., klar gemacht werden, dass ein Hase wohl alle 3 Monate ein Junges kriegt, aber eben auch nur einen Hasen. Elefanten brächten nur alle 3 Jahre ein Junges zur Welt - dann aber einen Elefanten.

Kasachstan sei daran, durch gewaltige Vorhaben wie dem Bau von Eisenbahnlinien den Anschluss an das Ausland herzustellen. Neue Flugverbindungen mit China und der Türkei seien bereits etabliert, bald würde auch eine Linie Alma Ata - Hannover (vorerst nur Charter) eingerichtet. S. erinnerte daran, dass ein seinerzeitiges Projekt einer Fluglinie Bern - Alma Ata am schweizerischen Desinteresse gescheitert sei ....

Auf die Frage nach dem Stand der Privatisierung erläuterte S., dass in einer ersten Phase der Handel und kleine Betriebe privatisiert werden sollten. Oft fehle es aber zur Uebernahme solcher Betriebe am notwendigen Kapital. Die ca. 6000 heute bereits bestehenden privaten Betriebe würden lediglich 1-1,5 % des Volkseinkommens erwirtschaften. Durch Massnahmen zur weiteren Liberalisierung soll der Privatisierungsprozess beschleunigt werden.

Das Staatsmonopol im Aussenhandel sei beseitigt, es sei somit jedermann möglich, unter Beachtung der bestehenden Vorschriften Handel zu betreiben. Während Exporte regelmässig besteuert würden, seien Importzölle nur noch für spezielle Güterkategorien zu entrichten. Importbewilligungen seien nur für eine geringe Zahl von Gütern wie Waffen oder Sprengstoff erforderlich.



Obwohl eine lange Liste von Projekten (v.a. Grossprojekte) bestehen, ist es laut S. noch zu früh, um die Bereiche wünschbarer ausländischer Finanzhilfe näher zu definieren, da die Gespräche mit dem IMF noch im Gange sind. Das Endziel sei allerdings klar: der Rubel müsse stabilisiert und Kasachstan ermöglicht werden, in "echte internationale Wirtschaftsbeziehungen" zu treten.



Urs Bucher

**W. Kostjutschenko (K), 1. Stellvertretender Minister des Ministeriums für  
Aussenhandel der Republik Kasachstan**

---

**Alma Ata, 11. Mai 1992**

Die Zusammenarbeit unter den einzelnen Staaten der GUS in den ersten Monaten ihres Bestehens beschrieb K. als "gar nicht fruchtbar". Einzelne Republiken - namentlich die Ukraine - betrieben eine eigene Politik, die den gemeinsamen Interessen zuwiderliefe. Es fehle aber auch an einem geeigneten Organ, das die wirtschaftlichen Beziehungen koordinieren könne. Man sei deshalb daran, bilaterale Abkommen zu schliessen, wie zum Beispiel ein Abkommen über eine gemeinsame Wirtschaftszone mit Russland. Bei der Ausgestaltung der künftigen Beziehungen sei zwar der Selbständigkeit der Republiken mehr Beachtung zu schenken, doch müsse auch der Tatsache Rechnung getragen werden, dass die Zusammenarbeit in den letzten 70 Jahren eine starke Verflechtung geschaffen habe, die sich nicht über Nacht beseitigen liesse. Kasachstan gehe davon aus, dass zwischen den einzelnen Republiken keine Zollgrenzen eingeführt werden müssten. Sollte dies trotzdem der Fall sein, so müsse zumindest sichergestellt sein, dass Zölle nur in Rubel erhoben werden dürften. Bereits heute würde im Verkehr mit allen Republiken eine Art Transitgebühr erhoben.

Im "Aussenhandel" hätte bereits eine Intensivierung der Beziehungen mit Südkorea, Pakistan, Indien u.a. stattgefunden; vermehrt würden auch joint ventures abgeschlossen. Mit Korea und Indien sei bereits ein Handelsabkommen ausgehandelt.

Bezüglich der von der UdSSR geschlossenen internationalen Verträge ging K. davon aus, dass eine Uebernahme nicht in Frage komme und daher in allen Bereichen neue Verträge geschlossen werden müssten. Mit den Schweizer Banken würde zum Beispiel bereits über die Frage der Goldreserven diskutiert. Wichtig sei, dass diese grosse Aufgabe möglichst rasch angegangen würde.

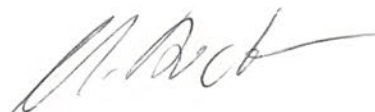
Ram erläuterte, dass auch die Schweiz daran interessiert sei, mit Kasachstan Wirtschaftsverträge abzuschliessen, wobei gewisse Prinzipien in allen Verträgen im gleichen Masse von zentraler Bedeutung seien. Ram erklärte am Beispiel des mit der UdSSR geschlossenen Handelsvertrages das Meistbegünstigungsprinzip. Als erstes gehe es nun darum, die Form eines bilateralen Abkommens zu finden.

K. stimmte zu und wies schmunzelnd darauf hin, dass uns unsere Nachbarn in dieser Beziehung um einiges voraus sind: der Vertrag über Wirtschafts- und Handelsbeziehungen mit Oesterreich sei bereits paraphiert und würde demnächst ratifiziert. Der Weg in die Zukunft sei somit bereits eingeschlagen, im Weg stünden derzeit vor allem praktische Hindernisse, da die anfallende Arbeitslast kaum zu bewältigen sei.

K. zeigte sich auch an einem Investitionsschutzabkommen sehr interessiert und stellte klar, dass es sein Ministerium sei, das sich diesem Thema anzunehmen habe. Zur Zeit würde beispielsweise mit den USA über ein ISA verhandelt.

Ram wies auf die Bedeutung der multilateralen Handelspolitik und insbesondere auf wünschbare Annäherung Kasachstans an das GATT hin. K. erwiderte, dass Kasachstan daran sei, die Mitarbeit in verschiedenen multilateralen Gremien zu prüfen, so insbesondere im GATT. Schon jetzt stehe ein Vollbeitritt als Endziel fest. Der Uebergang zur Marktwirtschaft sei das feste Ziel Kasachstans, doch lasse sich dieses Ziel nur mit der Unterstützung des Auslandes erreichen. Von der Schweiz erhoffe man sich ganz besonders die Vermittlung von Know-how im Bankenbereich sowie von Kenntnissen über das der Marktwirtschaft zu Grunde liegende Rechtssystem.

Kasachstan biete mit seinen enormen Bodenschätzen ein fast unbegrenztes Tätigkeitsfeld für Investoren. Der schnelle Abschluss von Wirtschaftsabkommen könnte dazu beitragen, dass diese Investitionen auch wirklich getätigt würden. Sein Ministerium sei bereit, auf allen Ebenen die Sachgespräche rasch aufzunehmen.



Urs Bucher

**Aueskhan M. Kyrbasov, Präsident der Handels- und Industriekammer  
Kasachstans**

---

**Alma Ata, 12. Mai 1992**

K. sei mit seinem kürzlichen Besuch in der Schweiz, bei dem er mit verschiedenen Partnern über die Eröffnung eines Business Centers in Alma Ata diskutiert hatte, sehr zufrieden gewesen. In Kasachstan würden schon heute gewaltige Investitionen getätigt - z.B. von Chevron - und er hoffe nun, dass auch die Schweiz bald mitziehen würde.

Ram skizzierte den gegenwärtigen Stand der Osthilfedebatte in der Schweiz und empfahl K. die Kontaktnahme mit dem UNIDO-Büro in Zürich.

Während Kasachstan mit Frankreich, Grossbritannien und den USA im Bankenbereich bereits intensive Kontakte pflegt, sei die Zusammenarbeit mit den Schweizer Banken bisher noch wenig entwickelt.

Ram erklärte die noch vergleichsweise geringe schweizerische Präsenz damit, dass die Stärken der schweizerischen Wirtschaft nicht im primären Bereich (Rohstoffe), sondern eher in den Bereichen Chemie, Maschinen, Telekommunikation, Textilmaschinen, Energie und Umwelt lägen.

Genau in diesen Bereichen wäre Kasachstan laut K. an einer Zusammenarbeit interessiert. Er bedauerte, dass die Delegation nicht mit kasachischen Banken zusammengetroffen ist und erkundigte sich nach dem Gesprächspartner im Finanzministerium. Er seufzte unüberhörbar, als er dessen Namen erfuhr.

Auf den Status der Handels- und Industriekammer angesprochen, stellte K. klar, dass diese eine von der Regierung unabhängige Organisation sei (deren Büros sich jedoch im Gebäude des Industrieministeriums befinden). Er kritisierte, dass sich die Aufhebung der staatlichen Handelsmonopole noch nicht auf die Schlüsselbereiche Oel und Gas erstreckten. Noch mische sich der Staat in zu viele Belange der Wirtschaft ein. Immerhin zeigte sich K. optimistisch, indem er versicherte, dass sich dies bald ändern würde.

Zum Abschluss des Gesprächs empfahl Ram dem Präsidenten der kasachischen Handels- und Industriekammer, mit dem Vorort Kontakt aufzunehmen.

  
Urs Bucher

## **W. Beganov (B), stv. Finanzminister der Republik Usbekistan,**

---

### **Taschkent, 12. Mai 1992**

B. bezeichnete die Wirtschaftslage Usbekistans als im Vergleich mit den anderen GUS-Staaten relativ stabil, obwohl das Budgetdefizit ca. 12,5 % des Gesamtbudgets betrage. Beliefen sich die Gesamtausgaben Usbekistans 1991 noch auf 30 Mia. Rbl, ist für 1992 ein Betrag von 86 Mia Rbl veranschlagt. Vor der Erlangung der Unabhängigkeit sei Usbekistan gezwungen gewesen, alle Einnahmen nach Moskau zu transferieren und sich mit dem zufrieden zu geben, was die Zentralregierung zurückfliessen liess. Nun sei Usbekistan in der Lage, sein Budget selbst zu verwalten, was die enorme Steigerung der Ausgaben ermöglicht habe.

Aufgrund der reichen Rohstoffvorkommen, besonders aber dank seiner für ihre Arbeitsamkeit bekannten Bevölkerung, könne Usbekistan optimistisch in die Zukunft sehen.

In Usbekistan lebten Angehörige von 114 Nationalitäten, wobei die Usbeken die überwiegende Mehrheit bildeten. Deshalb sei es wichtig, dass nicht nur die Minderheiten geschützt würden, sondern dass auch endlich die grosse Mehrheit zu ihrem Recht käme. Es könne doch nicht normal sein, dass Russisch noch immer Amtssprache sei; diese Regelung würde schon bald den Realitäten angepasst.

Als grosses Problem bezeichnete B. die usbekische Bevölkerungsstruktur: von 22,5 Mio Einwohnern seien 47 % unter 18 Jahre alt und deren 5 Mio im Pensionsalter. Der Anteil der arbeitsfähigen Bevölkerung sei deshalb unverhältnismässig klein. Deshalb erachtet es die Regierung als eines der vordringlichsten Ziele, ein gerechtes Steuersystem zu entwickeln, das erlaube die gewaltigen Aufgaben des Staates zu bewältigen.

Unabdingbar seien aber auch die ausländischen Investitionen; die Regierung habe die dafür notwendigen Rechtsgrundlagen bereits geschaffen. Den ausländischen Investoren würden beachtliche Steuervorteile gewährt. Alle diesbezüglichen Informationen seien bei der Abteilung von A. Rasulev (s. Liste der Gesprächsteilnehmer) erhältlich.

B. nahm dankend den Entwurf für ein Investitionsschutzabkommen entgegen - das Fahrrad müsse ja nicht wieder neu erfunden werden. Ram brachte B. von seinem Vorhaben ab, das ISA schon in den nächsten Tagen zu unterzeichnen und schlug vor, dass sich die Parteien auf dem Korrespondenzweg zum Entwurf äussern.

Obwohl Usbekistan sich grundsätzlich mit dem Bestehen einer gemeinsamen Rubelzone abfinden könne, zwingen die aktuellen Probleme die Regierung dazu, die Schaffung einer eigenen Währung an die Hand zu nehmen. Usbekistan sei im Währungsbereich gänzlich von Russland abhängig, da die einzige Notenpresse auf russischem Territorium stehe. Um sich nicht in eine gleichgelagerte Abhängigkeit eines anderen geldherstellenden Landes zu begeben, plane die Regierung eine eigene Anlage zur Geldproduktion. Entscheidend sei, dass diese eigene Währung konvertibel sei. Diese - auf Wunsch D.'s vertraulich zu behandelnde Information - wurde nach dem offiziellen Gespräch von einem Mitarbeiter des Finanzministeriums insofern relativiert, als er klarstellte, dass Usbekistan keinesfalls darauf aus sei, als erster GUS-Staat über eine eigene Währung zu verfügen. Dies käme nur dann in Frage, wenn sich andere Republiken zuvor für diesen Schritt entschliessen würden.

Bezüglich der Frage nach der Aufteilung der Auslandsschulden der UdSSR verwies B. auf das Treffen der Stabschefs der GUS vom 15. Mai in Taschkent, an welchem zu diesem Problem eine Lösung gefunden werden soll. Usbekistan sei grundsätzlich bereit, seinen Teil an der Schuldenlast zu tragen. Es gehe aber nicht an, dass die Aussenschuld einfach nach einem x-beliebigen Schlüssel aufgeteilt würde. Zuerst müsse festgestellt werden, in welchem Masse die anderen Republiken in der Vergangenheit von der usbekischen Volkswirtschaft profitiert hätten. Ueberdies habe Usbekistan seinerseits nur in geringem Masse von den Kreditaufnahmen der Zentralregierung im Ausland profitiert.

Das Schuldenproblem stelle sich nicht nur an der Aussen-, sondern auch an der Innenfront. Im Jahre 1982 sei in der UdSSR beim Publikum (!) eine grosse Anleihe aufgenommen worden, die je hälftig der Union und der Republik zugute gekommen sei. Nach dem Zerfall der Union verlangten die Anleihengläubiger ihr Geld zurück. Die usbekische Regierung sei zu einer Rückzahlung von 50 % der Anleihe bereit, doch könne sie für die restlichen 50 % nicht haftbar gemacht werden. Um eine grössere Unruhe in der Bevölkerung zu vermeiden, sei nun beschlossen worden, die 82er in eine neue Anleihe mit 20 Jahren Laufzeit umzuwandeln.

Die internationale Finanzhilfe (Weltbank, IMF, BERD) erachtete B. als wichtig und notwendig, doch sei eine "reine Hilfe" für ein ehemals so mächtiges Land geradezu beschämend. Die Menschen hätten Hände zum Arbeiten, deshalb seien nicht Geschenke, sondern Kredite gefragt.



Urs Bucher

**Gespräch mit dem Ersten Vizeminister  
des usbekischen Ministeriums für Aussenwirtschaftsbeziehungen  
Sadik S. SAFAEV  
in Taschkent am 13. Mai 1992**

---

Am 13. Mai 1992 wurde Minister Rudolf Ramsauer (ram) in der Hauptstadt der Republik Usbekistan vom Ersten Vizeminister des Ministeriums für Aussenwirtschaftsbeziehungen, Sadik S. SAFAEV (S), zu einem einstündigen Meinungsaustausch empfangen. Erstmals während dieser Reise konnte das Gespräch ohne Hilfe eines Übersetzers in englischer Sprache geführt werden. Gesprächsthemen waren die **aktuelle Wirtschaftslage der Republik Usbekistan, Perspektiven der wirtschaftlichen Entwicklung**, Fragen im Zusammenhang mit dem **Aufbau eines bilateralen Wirtschaftsvertragsnetzes** sowie bezüglich der **Aussenverschuldung** der ehemaligen Sowjetunion.

Zu Beginn des Gesprächs, das in einem Spiegelsaal mit orientalischen Verzierungen stattfand, wies S auf die Tatsache hin, dass es sich bei den eingeleiteten Wirtschaftsreformen um einen sehr schmerzlichen Prozess handle. Der bisherige Verlauf sei schwer abschätzbar, sowohl in Usbekistan selbst, als auch vom Ausland her betrachtet. Usbekistans künftige Entwicklung werde wesentlich durch seine geopolitische Lage bestimmt. Beziehungen zu Afghanistan, Iran und Pakistan sowie zu den GUS-Republiken seien wichtig. Das vorhandene intellektuelle Potential, der Arbeitswille der Bevölkerung und die vorhandenen Naturschätze seien Parameter für eine optimistische Perspektive. Obwohl die industrielle Entwicklung gefördert werden müsse, sei Usbekistan heute "keine Bananenrepublik". Mehr als 50% des BNP werde durch den industriellen Sektor erwirtschaftet. (In Taschkent werden u.a. Passagier- und Cargoflugzeuge, Werkzeug- und Textilmaschinen gebaut.) In Usbekistan zähle man, so S, mehr als 1600 Industriebetriebe und Fabriken.

An **Naturrohstoffen** fänden sich in Usbekistan u.a. Uran, Kupfer, Erdöl, Erdgas, Silver und Gold. Mit einer Produktion von jährlich 70 t (Reinheitsgrad 5/9) nehme Usbekistan unter den zehn wichtigsten Goldproduzenten der Welt den 8. Platz ein. Die Ölvorkommen seien beachtlich. Allein im Ölfeld von Minbulag vermute man Ölreserven von rund 800 Mio/t. Wenn jährlich 30 Mio/t gefördert werden könnten, würde dies die Hartwährungsreserven stützen, denn der Eigenkonsum betrage zirka 12 Mio/t. Mehr als 10% der Gasproduktion der ehemaligen UdSSR stamme aus Usbekistan.

Volkswirtschaftlich sei die Landwirtschaft von grosse Bedeutung. Usbekistan sei mit einer Jahresproduktion von rund 1,5 Mio/t der **drittgrösste Baumwollproduzent der Welt**. Dank vorhandener Baumwollreserven, die man im letzten Winter verkauft habe, habe man den schwierigen Winter (Versorgungslage) einigermaßen glimpflich überstanden.

Von Bedeutung seien ferner die Obst- und Gemüseproduktion, die schon immer auf den sowjetischen Markt gelangt sei. In diesem Jahr werde die Produktion noch höher ausfallen, weil man den Bauern mehr Land für private Zwecke zur Verfügung gestellt habe. Durchschnittlich bewirtschaftete ein Bauer zirka 1/4 ha für den eigenen Gebrauch. Der Anteil privater Produzenten sei zur Zeit noch gering, er betrage lediglich 3%. Diese 3% ihrerseits würden aber 27% der Gemüse- und Früchteproduktion erwirtschaften. In den letzten drei Jahren hätten die Behörden gegenüber früheren Jahren 20% mehr Land zur Verfügung gestellt. Widerstände gewisser Kreise gegen die Landprivatisierung seien jedoch vorhanden.

Als zusätzliches Plus Usbekistans bezeichnete S das arbeitsliebende Volk und dessen Mentalität. Marktmechanismen hätten selbst zur Stalin-Zeit nie völlig ausgerottet werden können. In der Republik gäbe es keine Analphabeten mehr und mehr als die Hälfte der Bauern verfüge über eine Ausbildung, die ihnen den Umgang mit der Landwirtschaftstechnik ermögliche. Der Ausbildungsstand der Bevölkerung sei vergleichsweise höher als in andern zentralasiatischen Republiken und in der Türkei. Besonders in Mathematik, Physik Biologie und Biotechnologie verfüge man über ein ansehnliches Wissen, was S als positives Erbe der Sowjetunion ansieht. Alle angeführten Elemente zeigten, dass Usbekistan komparative Vorteile vorzuweisen habe.

**Bilaterales Vertragsnetz:** Ram erwähnte, das ehemals mit der Sowjetunion vereinbarte Vertragsnetz bedürfe heute einer Neu beurteilung. Wirtschaftlich sei der **Handelsvertrag** von 1948 von Bedeutung, enthalte er doch die Meistbegünstigung. Diese Klausel gelte es in einem allfällig neu abzuschliessenden Vertrag beizubehalten. Die Schweiz sei daran interessiert, mit Usbekistan ein wirtschaftliches Vertragsnetz aufzubauen, denn wachsendes Interesse gegenüber Usbekistan habe man in der Schweiz festgestellt. Als erster Schritt sei beispielsweise die **Aushandlung eines Investitionsschutzabkommens denkbar** und auch über einen allfälligen Handelsvertrag könnte gesprochen werden. S nahm diese Information sehr interessiert zur Kenntnis und versprach, seine Regierung bezüglich der schweizerischen Vorstellungen in Kenntnis zu setzen. Er führte aus, **mit der CSFR habe man bereits ein Aussenhandelsabkommen unterzeichnet und mit den USA seien diesbezügliche Verhandlungen in Gang**. Mit der Schweiz sei man gerne bereit, ein bilaterales Handels- und ein Investitionsschutzabkommen zu vereinbaren. Usbekistan könnte gewisse Vorschläge vorlegen, welche auf dem Korrespondenzwege geprüft werden könnten. Ram übergab S den Handelsvertrag aus dem Jahre 1948, den es künftig neu zu formulieren gelte. Als S sah, dass dieser Vertrag seinerzeit von S. Mikojan unterschrieben worden war, meinte er "this is an agreement from an other planet".

Ram bemerkte, dass ein neuer Vertrag auf den **GATT-Prinzipien** aufgebaut werden sollte. Dies blieb von S unwidersprochen. Das von Ram gemachte Angebot, die Schweiz könnte Usbekistan bei Kontakten zum GATT behilflich sein, nahm S dankbar zur Kenntnis und unterstrich, sein Land sei an einer solchen Annäherung sehr interessiert.

Ram überreichte der usbekischen Seite einen Mustertext (Draft) eines **Investitionsschutzabkommens** und äusserte den Wunsch, man sähe es gerne, eine Reaktion von Usbekistan zu erhalten. S versprach dies und fügte bei, er selbst sei verantwortlich für das Ressort Investitionsschutzabkommen. Gewisse Erfahrungen habe er diesbezüglich bereits gemacht. Mit der Türkei sei ein Investitionsschutzabkommen abgeschlossen worden und mit



- 3 -

Süd-Korea sei man in Verhandlung. Usbekistan sei an **ausländischen Investitionen** äusserst interessiert. Das Land habe bereits ein **Gesetz bezüglich ausländischer Investitionen verabschiedet**, das den Investoren alle Rechte (z.B. Kapitaltransfer) zugestehe. Auch ein **Gesetz über die Tätigkeit ausländischer Unternehmen** sei bereits in Kraft. Joint-Ventures genössen in Usbekistan in den ersten drei Jahren Steuerfreiheit, in den folgenden Jahren betrage die steuerliche Belastung bei Gewinnen 10%.

In seinem Ministerium hat S eine Task Force gegründet, die an der Verbesserung der gesetzlichen Grundlagen arbeitet. Seine Leute könnten, so S, auch an der Redaktion der bilateralen Verträge mitwirken. Ram versprach, man wolle in Kontakt bleiben und das weitere Vorgehen in einem Briefwechsel festhalten.

Ram wies schliesslich auf die **Aussenverschuldung** der ehemaligen UdSSR hin und auf das am 6. Mai von der Vneshekonombank in Bern paraphierte Zahlungsaufschubabkommen. Er betonte, potentielle Investoren und Banken würden sehr genau darauf achten, dass die darin enthaltenen Bestimmungen und Verpflichtungen von den GUS-Staaten eingehalten würden. S erwiderte, am 15. Mai (in zwei Tagen also) träfen sich die Präsidenten der GUS-Staaten in Taschkent und würden dabei auch über die Aufteilung der Aussenschuld der ehemaligen Sowjetunion verhandeln. Usbekistan habe diesbezüglich seine eigenen Vorstellungen. (Usbekistan hat das Memorandum vom Oktober 1991 nicht unterschrieben). Die Republik werde seine diesbezügliche Meinung an diesem Treffen vorbringen. Was den Handel mit den Nachbarstaaten und den GUS-Republiken betreffe, so meinte S abschliessend, seien es oft nicht die Entscheidungsträger selbst, die den Lauf der Handelsentwicklung und der Handelsströme bestimmten, sondern die Ereignisse ihrerseits bestimmten deren weiteren Verlauf. Jede Republik suche nach Absatzmärkten im Ausland und dabei spiele der Wettbewerb eine wichtige Rolle. Im übrigen werden man mit den GUS-Staaten auch künftig zusammenarbeiten müssen, obgleich die Zukunft einer gemeinsamen Rubelzone äusserst ungewiss sei. Ein völliger Zusammenbruch der Handelsbeziehungen untereinander jedenfalls hätten für alle katastrophale Folgen.

Mit der Zusicherung, man wolle gegenseitig in Kontakt bleiben, wurde das Gespräch beendet.



Leo Ribeli

## **A.I. Golovatyj, Vizeminister im Finanzministerium der Russischen Föderation**

---

### **Moskau, 14. Mai 1992**

Zu Beginn des Gespräches äusserte G. seine persönliche Meinung zum Stand der Wirtschaftsreformen. Im grossen und ganzen sei er über das bisher Erreichte recht zufrieden. Die einzelnen Reformschritte seien in enger Absprache mit der Weltbank und dem Währungsfonds unternommen worden. Deren Empfehlungen sei man zwar nicht buchstabengetreu, wohl aber in den grossen Linien gefolgt. Als Positivum gelte es zu vermerken, dass die - noch immer zu hohe - Inflation seit Jahresbeginn weitgehend unter Kontrolle sei. Zu verdanken sei dies hauptsächlich der strengen Kreditvergabe- und Budgetpolitik. Einsparungen seien in den ersten Monaten dieses Jahres vor allem bei den Sozialausgaben (Renten, Lohnplafonierung) gemacht worden.

Damit die immensen Aufgaben im Sozialbereich in Zukunft dennoch bewältigt werden könnten, müsste der Staat grosse Anstrengungen unternehmen.

Die restriktive Kreditpolitik habe bewirkt, dass die russischen Unternehmungen ihre Preise verhältnismässig tief ansetzen müssten und auch die Löhne nicht nach oben anpassen könnten.

Ein grosses Problem bestehe darin, dass zahlreiche Unternehmungen untereinander sowie gegenüber dem Staat Zahlungsausstände im Betrag von 800 Milliarden Rbl hätten. Gemäss Schätzungen von Experten entfielen von diesem Betrag 14 % auf ausstehende Forderungen des Staates aus der Mehrwertsteuer. Angesichts der Aufgaben im Sozialbereich sei es deshalb ein Hauptanliegen der Regierung, das Steuersystem und die Steuerdisziplin zu verbessern.

Die unbefriedigende Lage der Exportindustrie führte G. auf das geltende System der Exportbesteuerung sowie auf die Regelung zurück, welche die Unternehmungen zwingt, ihre Deviseneinnahmen dem Staat zu verkaufen. Diese letztere Regelung sei ein Hindernis auf dem Weg zur Konvertierbarkeit des Rubels. Die zu hohen Exporttarife hätten sich ihrerseits negativ auf die Ausfuhrzahlen ausgewirkt. Man sei deshalb daran, die mehreren hundert Exporttarif-Positionen zu limitieren. Dies wiederum hätte aber eine Verminderung der Deviseneinnahmen des Staates und damit eine Verschlechterung seiner Möglichkeiten zur Deckung der Aussenschulden zur Folge. Die Regierung sei sich aber bewusst, dass trotz dieser Konsequenzen eine Exportbesteuerung letztlich kein gangbarer Weg sei. Das Ansehen der russischen Exportunternehmungen würde schon heute durch dieses System beeinträchtigt. Finanz- und Wirtschaftsministerium seien daran, Wege zu finden, um die Exportindustrie anzukurbeln. So sei insbesondere vorgesehen, der Zentralbank die alleinige Verantwortung für die Devisenbewirtschaftung zu übergeben. Auf diese Weise soll ein interner Devisenmarkt geschaffen werden, auf dem sowohl der Staat wie auch die Unternehmungen ihre Bedürfnisse (d.h. auch die Aufnahme von Devisen) decken können. Auch damit könnte ein wichtiger Beitrag zur angestrebten Konvertierbarkeit des Rubels gemacht werden. Russland müsse zu diesem Zweck zudem möglichst rasch eine solide Gesetzgebung über den Devisenumtausch erhalten.

Als weiteres grosses Problem erwähnte G. einen anderen Aspekt der inneren Verschuldung: Aus der Sowjet-Zeit bestehen noch hohe Forderungen der Unternehmungen gegenüber dem Zentralstaat, dem sie ihre Deviseneinnahmen abliefern mussten. Die Union existiere nicht mehr und das Geld sei verbraucht. Davon seien besonders viele Unternehmungen mit ausländischer Beteiligung betroffen, was künftige Investitionen gefährden könnte. Bereits heute könnten manche Unternehmungen Reparaturen an importierten Einrichtungen aufgrund ihres vom Staat verschuldeten Devisenmangels nicht mehr vornehmen lassen. Es sei deshalb vorgesehen, einen Betrag von 400 Mio. \$ aus den 6 Mrd. \$ des geplanten Stabilisierungsfonds im Rahmen des GAB (General Agreement to borrow) zur Begleichung dieser Ausstände einzusetzen.

Dennoch sei klar, dass die gewaltige innere Verschuldung - sie wird auf ca. 10 Mia. Rbl geschätzt - damit nicht wesentlich reduziert werden könne. Russland werde deshalb eine grosse neue Obligationenanleihe beim Publikum aufnehmen.

Ram dankte für diese offenen Ausführungen und versicherte, dass sich die Schweiz unabhängig vom Ausgang des Referendums über den Beitritt zu den Bretton-Woods-Institutionen an internationalen Finanzhilfemassnahmen, etwa dem Rubel-Stabilisierungsfonds, beteiligen würde. Zudem wies Ram auf das kürzlich mit der Vnesheconombank geschlossene Zahlungsaufschubabkommen hin und betonte, dass die schweizerischen Investoren nun sehr aufmerksam die Diskussion unter den GUS-Staaten über die Aufteilung der Aussenschuld verfolgen würden.

Russland habe, so G., alles in seiner Macht stehende unternommen, um das Problem der Aussenverschuldung in den Griff zu bekommen. Dieses Problem hätte zwei Aspekte: einerseits hätte Russland nach aussen die volle Verantwortung für die Aussenschuld übernommen. Dies sei eine der Voraussetzungen gewesen, damit man mit dem IWF in Verhandlungen habe treten können. Andererseits hätten sich innerhalb der GUS Ende letzten Jahres alle Republiken verpflichtet, solidarisch für die Verpflichtungen der UdSSR einzustehen, und zwar nach einem Verteilungsschlüssel, dem die Importe und Exporte jeder Republik sowie deren BSP und Bevölkerungszahl zugrunde lägen. Der Anteil der russischen Föderation betrage nach diesem Schlüssel 66,1 % der Gesamtschuld. Es sei zwar schwierig, die anderen Republiken dazu zu bringen, ihre Verpflichtungen - allenfalls auch durch Warenlieferungen - zu erfüllen, doch werde ernsthaft versucht, eine Verständigungslösung zu finden. Die Republikspräsidenten kämen immer mehr zur Einsicht, dass aufgrund der bestehenden Vernetzung nur ein gemeinsames Vorgehen die Lösung der Probleme verspreche.

Bezüglich der völkerrechtlichen Verträge der UdSSR erläuterte G., dass diese genauso wie alle sowjetischen Gesetze, die nicht jenen der russischen Föderation widersprechen, nach wie vor in Geltung wären. Verschiedene Expertengruppen seien daran, alle Verträge zu prüfen. Russland werde die mit seinem Recht zu vereinbarenden Verträge unterzeichnen oder gegebenenfalls ratifizieren. Demzufolge betrachte Russland sowohl das ISA als auch das DBA mit der Schweiz weiterhin als gültig. Gegebenenfalls könnten über sich als notwendig erweisende Anpassungen bilaterale Verhandlungen geführt werden. Russland lege Wert darauf, dass in der Frage der Rechtsnachfolge keiner der ausländischen Partner - schon gar nicht die Schweiz - desavouiert werde.

Abschliessend bemerkte G, dass die Schweiz wohl ein kleines Land sei, doch schätze Russland sie aufgrund der "durch sie fliessenden Geldströme" als höchst bedeutsam ein. Russland sei deshalb sehr an der Pflege intensiver Kontakte auf allen Ebenen interessiert.



Urs Bucher

## Gespräch mit führenden Vertretern der Kommission für humanitäre und technische Hilfe in Moskau

---

Am 15. Mai 1992 wurde Vizedirektor Ramsauer (ram) in Moskau von führenden Vertretern der Kommission für humanitäre und technische Hilfe (u.a. Vizevorsitzender Konstantin Anissimov und Exekutivsekretär Pavel Onischenko) zu einem einstündigen Gespräch empfangen. Diese Kommission ist der Regierung der Russischen Föderation unterstellt. Sie versteht sich einerseits als **Ansprechspartner ausländischer Spender** (Regierungen und private Organisationen) und andererseits als **einziges Koordinationsorgan des Landes für die Verwaltung und Verteilung eingegangener Hilfsgüter**. Die Ende 1991 gegründete Kommission wird vom 1. Vize-Premierminister A. Schochin präsiert. Ihr gehören weitere Regierungsvertreter sowie Delegierte verschiedener sozialer und religiöser Organisationen an.

Einleitend berichtete ram über die von den schweizerischen Behörden bisher im Rahmen des zweiten Unterstützungskredites zugunsten Mittel- und Osteuropas unternommenen Anstrengungen. Er erwähnte die Vorbereitung eines neuen Kredits zugunsten der GUS-Staaten, der - die Zustimmung der Regierung und des Parlaments vorausgesetzt -, Ende September gesprochen werden könnte. Auf die Frage, welche Erwartungen die Kommission bezüglich der am 22./23. Mai in Lissabon stattfindenden Konferenz für Unterstützungsmassnahmen zugunsten der GUS-Staaten habe, meinte der mit der Vorbereitung dieser Konferenz beauftragte Onischenko, eine kurze Antwort dazu gäbe es nicht. Vorest **wolle er der Schweiz ganz herzlich für die "kolossale Hilfe" danken**, die unter anderem den Kindern aus Tschernobyl aus der Schweiz zuteil geworden sei. Er wies darauf hin, dass Hilfe an sich eine delikate Sache sei. Im letzten Jahr habe man 400'000t humanitäre Hilfe aus dem Ausland erhalten und im ersten Quartal 1992 zirka 170'000t, was einem Wert von etwa 10 Mrd Rubel entspräche.

Die **Konferenz von Washington** für humanitäre und technische Hilfe habe hauptsächlich den humanitären Bereich abgedeckt. Die technische Hilfe sei dabei zu kurz gekommen. Die Kommission bedauere dies. Um die Lissaboner Konferenz vorzubereiten, seien fünf Nachfolgekonferenzen zur Washingtoner Konferenz einberufen worden. Bei diesen Gelegenheiten habe Russland bekanntgegeben, welche Prioritäten es in welchen Bereichen setze. **Wichtig sei, dass ein Umdenken bei den Spendern erfolge. Eben so wichtig nämlich wie die humanitäre Hilfe, sei die technische Hilfe.** Die Kommission versuche die Spender darauf hinzuweisen. **Unterstützung sähe man gerne in den Bereichen der Klein- und mittleren Betrieben im Landwirtschafts- und Agrarbereich (private Bauernbetriebe), der Konversion der Rüstungsindustrie, der Sicherheit veralteter AKWs.** Das Ministerium für Atomenergie habe eine Liste von zirka 30 Projekten erstellt, wo technische Hilfe erwünscht sei. **Unterstützung zur Verbesserung der Sicherheit in den Bereichen der Kohle- Gas- und Erdölförderung** sowie im **Transportwesen** seien ebenfalls vorrangig. Hinzu kämen Projekte im Bereich der Medizinalindustrie und die Ausbildung im **Bankenwesen**. In der Schweiz habe bezüglich medizinischer Hilfe bereits eine von der WHO organisierte Konferenz stattgefunden.

Die russische Botschafterin in der Schweiz, Zoya Nowoschilowa, informiere die Kommission laufend, wo Unterstützung seitens der Schweiz möglich wäre und welche Hilfsaktionen zugunsten Russlands unternommen würden (staatliche und private).

- 2 -

Ram wies die Gegenseite auf die **Kompetenzenaufteilung zwischen BAWI und EDA** hin, meinte aber, die Bereiche humanitäre, technische und finanzielle Hilfe liessen sich nicht immer scharf trennen. Man gehe diesbezüglich in der Schweiz pragmatisch vor. Entscheidend sei, dass man wisse, wer der ausländische Ansprechpartner sei.

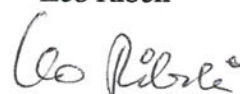
Onischenko erklärte, die Beziehungen und die Verwaltung von Krediten von IWF und WB werde nicht von seiner Kommission wahrgenommen, dafür seien andere Regierungsorgane zuständig. Auf die Lissaboner Konferenz von 23./24. Mai 1992 zurückkommend, bedauerte Onischenko, dass grosse Konferenzen eine lange Vorbereitungszeit erforderten und konkrete Ergebnisse schwer zu erzielen seien. Bilaterales Vorgehen sei erfolgversprechender, da der Entscheidungsprozess dadurch wesentlich abgekürzt werden könne. Die von der OECD ergriffene Initiative zur Schaffung einer Datenbank, welche Informationen über Hilfsbedürfnisse und Hilfeleistungen sammle, werde russischerseits begrüsst. Ram fügte bei, diese Datenbank sei bereits operationell. Dass von ihr sowohl Spender und Empfänger profitieren könnten, sei positiv.

Ram informierte, die Veranstaltung von Lissabon werde durch die Organe der EG vorbereitet. Die Schweiz gehöre der EG zwar nicht an, arbeite mit ihr aber eng zusammen. Er selbst werde an dieser Veranstaltung teilnehmen. Wenn es dort zu einem weiteren Zusammentreffen zwischen ihm und Onischenko kommen sollte, so würde er dies sehr begrüssen.

Ein letzter Gesprächspunkt war der **Unterstützung im Landwirtschaftsbereich** gewidmet. **Jeden Monat**, so informierte die Gegenseite, **würden 20'000 Bauernbetriebe privatisiert**, welche durchschnittlich 42 ha Land zur Bearbeitung erhielten. Die Regierung unternehme grosse Anstrengungen, um diesen Sektor der Volkswirtschaft zu fördern. Scharjonov von der Bauern- und Landarbeitergesellschaft AKKOR gab bekannt, die von ihm vertretene Organisation habe mit der russischen Regierung einen Vertrag unterzeichnet, gemäss welchem die Regierung 23,5 Mrd Rubel im Jahre 1993 zur Verfügung stellen werde, um private Landwirtschaftsbetriebe zu fördern. AKKOR seinerseits habe Kontakte mit verschiedenen europäischen Ländern, zur Weltbank und zur EBRD. **Die bisher geleistete technische Hilfe im Agrarbereich betrachtet Scharjonov als nicht sehr bedeutend.** Entsprechende Massnahmen könnten seiner Meinung nach zu guten Resultaten führen. Nötig seien neue, kleinere Landwirtschaftsmaschinen, die in Russland nicht produziert würden (kleine Traktoren und technisches Gerät). Verarbeitungsmaschinen für die Milch- und Fleischproduktion seien kaum vorhanden oder veraltet. Massnahmen zur Verbesserung des Viehbestandes (z.B. Genetischer Fond, Samenbanken) seien erforderlich. Die Vereinigung AKKOR sei zur Zusammenarbeit mit schweizerischen Partnern bereit.

Ram dankte abschliessend für dieses Gespräch und wies darauf hin, dass die Schweiz im Bereich der humanitären Hilfe bereits operationell sei. Die technische Zusammenarbeit sei in Vorbereitung. Als Verbindungsmann könne der in Russland neu akkreditierte und am Gespräch anwesende Botschaftsrat J.-H. Lebet in Zukunft sicher wertvolle Dienste leisten.

Leo Ribeli



**Gespräch mit Roald F. PISKOPPEL,  
Direktor des Departementes für Aussenwirtschaftsbeziehungen  
mit Europa, USA und Kanada  
im Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen der Russischen Föderation,  
Moskau, 15. Mai 1992**

---

Am 15. Mai 1992 wurde Vizedirektor Ramsauer (ram) im Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen vom Direktor der Abteilung für Wirtschaftsbeziehungen mit Europa, USA und Kanada zu einem einstündigen Meinungsaustausch empfangen. Einleitend teilte ram der Gegenseite den Wunsch des Vorsitzenden der schweizerischen Gemischten Wirtschaftskommission (Botschafter Arioli) mit, sich im Monat Juni nach Moskau begeben zu wollen, um Fragen im Zusammenhang mit der Durchführung der nächsten Tagung der Wirtschaftskommission mit den Verantwortlichen der russischen Seite in einem ad hoc oder informellen Treffen zu erörtern. Piskoppel (P) erklärte sich bereit, Botschafter Arioli am 3. oder 4. Juni zu empfangen.

P seinerseits informierte über die russische Vorstellung, wonach man die GK auf Ebene des 1. Vize-Premierministers anheben möchte. Vize-Premierminister Schochin habe die Absicht, sofern dieser Vorschlag von der schweizerischen Seite akzeptiert würde, den russischen Teil der GK zu präsidieren. Ram wandte ein, die Kommission solle operationell sein und sich mit konkreten Fragen und Problemen befassen. Was das Niveau der Delegationschefs betreffe, so nehme er den russischen Vorschlag zur Kenntnis. Seiner Ansicht nach sollte das bisherige Niveau allerdings beibehalten werden. Hauptaufgabe der GK solle es sein, alles zu unternehmen, um die bilateralen Wirtschaftsbeziehungen zu fördern und um konkrete Probleme zu lösen. Aus diesem Grund sollten an den Tagungen auch Vertreter der Privatwirtschaft teilnehmen. P stellte die Frage, ob die Schweiz mit den Vereinigten Staaten eine Gemischte Kommission kenne. Als ram dies verneinte, bemerkte P, er habe den Eindruck, dass die russisch-schweizerische GK mit der Zeit auch verschwinden werde. Heute sei sie allerdings als praktisches, bilaterales Instrument noch notwendig, denn im Falle Russlands spiele der Staat in den Aussenwirtschaftsbeziehungen noch eine dominante Rolle. Man versuche zwar, diesen Einfluss einzudämmen, bis heute aber seien noch 95% aller Produktionsbetriebe in Staatsbesitz. Fundamentale Änderungen im Hinblick auf eine Marktwirtschaft (eine weitreichende Privatisierung) habe es bisher noch nicht gegeben. Heute befinde man sich in einer Übergangsperiode.

Ram widersprach dem nicht, fügte aber bei, es sei wichtig, dass die Kommissionspräsidenten über eine gewisse Entscheidungskompetenz verfügen werden. P präzisierte seine Vorstellung bezüglich der Organisationsstruktur. Die Frage des Niveaus sei eigentlich nur formal ein Problem. Die Ehrenpräsidenten (z.B. Bundesrat Delamuraz oder Staatssekretär Blankart) und der von russischer Seite vorgesehene 1. Vize-Premierminister Schochin würden die Sitzungen nur eröffnen, die praktische Arbeit würden von den zu ernennenden Vizepräsidenten der Kommission erledigt. Da Schochin für die gesamten Aussenwirtschaftsbeziehungen zuständig sei, habe er keine Zeit, diese bilaterale Arbeit zu leisten. Er, P, könne verstehen, dass schweizerischerseits Niveauprobleme entstehen könnten. Gleiche Schwierigkeiten habe man

beispielsweise auch mit Finnland gehabt. Ram vertrat die Ansicht, man sollte keine Prozedurprobleme entstehen lassen. Er könne hier keine Versprechungen bezüglich des Niveaus der Ehrenpräsidenten abgeben. Diese Frage werde in Bern entschieden werden müssen. P führte weiter aus, die Ehrenpräsidenten könnten sich einmal jährlich treffen. Er sei der Ansicht, dass sich gewisse Probleme auf höherem Niveau leichter lösen liessen. Ram stimmte dem zu und äusserte seine Überzeugung, eine Lösung werde sich sicher finden lassen. Dass die GK der politischen und wirtschaftlichen Bedeutung der Russischen Föderation entsprechend auf ein entsprechendes politisches Niveau angehoben werden solle, habe auch für die Schweiz eine gewisse Bedeutung, handle es sich doch bei dieser Kommission um ein wichtiges, bilaterales Kommunikationsorgan. Noch einmal betonte Ram an, man habe die GK bisher aus der Optik praktischer Problemlösungen gesehen. Die bestehende Struktur habe es nahegelegt, dass Botschafter Arioli den Vorsitz innegehabt habe. Diesbezügliche Fragen könnten zwischen Botschafter Arioli und P anfangs Juni in Moskau geklärt werden.

In einer zweiten Phase des Gesprächs kam Ram auf eine verstärkte **Zusammenarbeit im Rahmen des GATT** zu sprechen. Er drückte seine Genugtuung darüber aus, dass die Russische Föderation eine Annäherung an dieses multilaterale Instrument suche. Er unterstrich, die Schweiz habe das russische Gesuch zur Erlangung des Beobachterstatus begrüsst. Auf die mit der früheren Sowjetunion vereinbarten, wirtschaftlich relevanten bilateralen Abkommen und Verträge ansprechend, stellte Ram fest, von fundamentaler Bedeutung sei der Handelsvertrag aus dem Jahr 1948, der in Artikel 2 die Meistbegünstigungsklausel enthalte. Einzelne der mit der Sowjetunion vereinbarten Abkommen verlangten eine Anpassung an die neuen Verhältnisse. Gewisse Verträge könnten heute ausser Kraft gesetzt werden, so zum Beispiel das Abkommen über den Warenaustausch. Die Schweiz habe am 6. März der russischen Seite eine Liste der bilateralen Vereinbarungen übermittelt, die die schweizerischen Vorstellungen über deren weitere Gültigkeit, Anwendung oder Ausserkraftsetzung enthalten habe.

Der am Gespräch anwesende A. Borissov zeigte sich erstaunt und entgegnete, sein Ministerium habe die russischen Vorstellungen schon im Februar oder März 92 der schweizerischen Botschaft übermittelt, bisher aber keine Antwort erhalten. Für Russland seien der Handelsvertrag, das Abkommen über die sowjetische Handelsvertretung in der Schweiz sowie das Abkommen und das langfristige Programm über die Entwicklung der wirtschaftlichen, industriellen und wissenschaftlich-technischen Zusammenarbeit von Bedeutung. Mit andern Ländern, beispielsweise mit Finnland, habe man durch einen Briefwechsel vereinbart, dass bestehende Verträge übernommen würden. Gewisse Verträge müssten angepasst werden, welche, müsste bilateral geklärt werden. Dafür werde Zeit benötigt. Russland habe etwa 2500 Wirtschaftsverträge von der Sowjetunion geerbt, die nun neu überprüft werden müssten. Es sei notwendig, dass man bei der Überprüfung gewisse Prioritäten setze. Der angesprochene Briefwechsel, mit welchem man die Gültigkeit bestehender Verträge bestätigen könnte, könnte beispielsweise durch den russischen Minister für Aussenwirtschaftsbeziehungen und durch den schweizerischen Botschafter in Moskau unterzeichnet werden.

Ram informierte P über die im Finanzministerium erhaltene Antwort, wonach alle Verträge weiterhin Gültigkeit hätten, sofern sie nicht den Gesetzen der russischen Föderation widersprächen. Diese Aussage und die Tatsache, dass sich Russland zur Rechtsnachfolgerin



der Sowjetunion erklärt habe, lege den Schluss nahe, dass die bilateralen Verträge vorläufig Gültigkeit besässen.

Auf die Frage, wie sich die wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den einzelnen GUS-Staaten entwickelten, erklärte P, dies sei relativ schwierig zu beantworten. Die statistischen Angaben, über die man bisher verfügt habe, gäben ein falsches Bild, weil der Rubelkurs zu tief angesetzt gewesen sei. Wenn der Anteil des Aussenhandels am Bruttonationalprodukt gemessen mit 7% ausgewiesen werde, spiegle dies die Realität ungenügend wider. Die Wirtschaftsaktivität der GUS-Staaten und der Warenaustausch erfolge hauptsächlich untereinander. Das sei auch früher so gewesen, man habe dies nur nicht erkannt, weil beispielsweise keine Zölle erhoben worden seien. Diese Tatsache der gegenseitigen Abhängigkeit werde noch mindestens zehn Jahre weiter bestehen bleiben. Was den Warenaustausch mit dem Ausland betreffe, so sein 1990 etwa 80% der russischen Exporte Rohstoffe gewesen. Die Einfuhren seien diversifizierter gewesen. 30% seien Investitionsgüter (Ausrüstungen), 30% Gebrauchsgüter und weitere 30% Verbrauchsgüter gewesen. Damit habe man gewisse Versorgungsengpässe überbrücken wollen. Dies gelte nach dem Zusammenbruch der während Jahren aufgebauten innersowjetischen Wirtschaftsbeziehungen auch heute noch. Verschiedene Produktionsbetriebe hätten Monopolstellungen eingenommen. Da diese nun selbst von Lieferungsunterbrüchen getroffen würden, wirke sich dies teilweise fatal auf die Produktion im ganzen GUS-Raum aus. Um die Struktur der Industrie ändern zu können, benötige man massive ausländische Investitionen. Er, P, sei gegen ausländische Kredite; dafür brauche es private Investoren. Bis Investitionen getätigt würden, laufe ein langwährender Evaluationsprozess ab.

Ram bemerkte, in Usbekistan habe er ein gewisses Mass an Euphorie feststellen könne, sowohl was die politischen wie auch die wirtschaftlichen Erwartungen gegenüber der Zukunft betreffe. P beendete das Gespräch mit der Bemerkung, das Leben sei hart und die Realität werde auch dort die bestehende Euphorie einholen.



Leo Ribeli

## **S.V. Birjulov, Vizeminister im Aussenministerium der Russischen Föderation**

---

**Moskau, 15. Mai 1992**

Die wirtschaftliche Zusammenarbeit unter den einzelnen GUS-Staaten sei, so B., zur Zeit sehr schwierig. Russland versuche, den anderen Republiken die positiven Seiten der Zusammenarbeit vor Augen zu führen. Durch bilaterale Abkommen würden die alten Verbindungen Schritt für Schritt revitalisiert. Wichtige Fragen, wie zum Beispiel der Erhalt einer gemeinsamen Rubelzone, seien aber noch nicht geklärt, obwohl eigentlich alle einsähen, dass dies einer Notwendigkeit entspreche. Dennoch unternähmen einzelne Republiken wie die Ukraine, Moldawien und teilweise auch Weissrussland Schritte zur Schaffung einer eigenen Währung. Dabei hätten bereits die ersten Versuche mit Coupons gezeigt, dass dies nur teuer, nicht profitabel und wirtschaftlich unvernünftig sei. Ausschlaggebend für solche Bestrebungen seien somit alleine emotionale Gründe: manche Staaten unternähmen alles, was ihre Selbständigkeit unter Beweis stellen würde.

Ein grosses Problem seien die nicht koordinierten Preise gleicher Güter in den verschiedenen Republiken. An verschiedenen Orten hätten sich deshalb die lokalen Behörden gezwungen gesehen, Zollbarrieren zu errichten, um die durch die Preisunterschiede ausgelösten Warenströme zu kontrollieren. Russland werde aber alles unternehmen, dass unter allen GUS-Staaten der freie Warenverkehr herrsche. Bereits heute müssten nämlich viele Betriebe wegen Nachschubschwierigkeiten zeitweise geschlossen werden. Immer mehr Menschen würden unter diesen Problemen leiden und gewännen die Einsicht, dass eine Zusammenarbeit mit den alten Partnern unabdingbar sei.

Die Frage, ob sich Russland die Wiedereinrichtung gewisser zentraler Koordinationsorgane wünsche, liess B. mehr oder weniger offen und verwies darauf, dass regelmässige Treffen von Vertretern der GUS-Staaten auf den verschiedensten Ebenen bereits institutionalisiert seien. Innerhalb des russischen Aussenministeriums würde sich eine Abteilung unter der Leitung von Botschafter Avdeev mit den bilateralen Beziehungen zu den anderen Republiken befassen, während die "multilateralen" Beziehungen in den Zuständigkeitsbereich seiner Abteilung fielen.

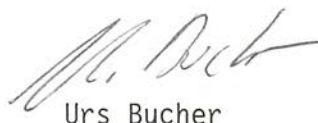
In den angesprochenen bilateralen Abkommen würden sich die betreffenden Staaten verpflichten, spezifische Güter zu liefern und damit die Zusammenarbeit von Unternehmen, die in ihrer Tätigkeit von einander abhängen, sicherzustellen. Den Unternehmen würde somit für einen Teil ihrer Produktion vorgeschrieben, wem sie ihre Waren zu verkaufen hätten. Der Preis dieser Lieferungen entspreche dem Weltmarktpreis, wobei dieser angesichts der Qualität der Ware nicht sehr hoch sei. In der Regel würden solche Geschäfte in Form von Barterdeals abgewickelt. Ueber den Rest ihrer Produktion könnten die Unternehmen selbst verfügen. Aufgrund der fehlenden marktwirtschaftlichen Kenntnisse würden dabei den ausländischen Kunden oft viel zu tiefe Preise verrechnet.

Auf die Feststellung Ram's, dass sich viele ausländische Investoren aufgrund der unsicheren Rechtslage in einer Art Warteposition befänden, erwiderte B., dass es am Willen zur raschen Durchsetzung der notwendigen Reformen nicht fehlen würde. Viele Parlamentarier seien aber in wirtschaftlichen Angelegenheiten nicht qualifiziert und würden die Annahme wichtiger Vorlagen aus unsinnigen Gründen verzögern.

Immerhin seien bereits 15 Abkommen im Investitionsschutz- und Doppelbesteuerungsbereich mit europäischen Staaten abgeschlossen worden, ebenso ein IRG-Abkommen mit den USA.

Die bisher beschlossenen multilateralen Finanzhilfemassnahmen zugunsten der GUS-Staaten bezeichnete B. als "eher moralische und politische Unterstützung für die Reformen" denn als "real money". Was Präsident Bush an der Washingtoner Konferenz mit der Aufteilung der 24 Mia. \$ genau gemeint habe, wisse man bis heute nicht. Im wesentlichen handle es sich dabei um alte Versprechungen, wirklich neu sei nur der Rubel-Stabilisierungsfonds von 6 Mia. \$ und 4 oder 5 Mia. \$ echter Finanzhilfe von IMF und Weltbank. Der grössere Teil der 24 Mia. \$ bestehe darin, dass alte bilaterale Verpflichtungen zurückgestellt würden. Eines stehe jedenfalls fest: man hätte schon viel Zeit und Geld für diese Diskussion aufgewendet.

Grosse Unklarheit herrsche namentlich auch in bezug auf die schon in wenigen Tagen stattfindende Konferenz von Lissabon. Russland sei jeweils nur zu einem Teil der Gespräche in den vorbereitenden Arbeitsgruppen eingeladen gewesen, während die abschliessenden Diskussionen ausschliesslich unter den potentiellen Donatoren stattgefunden hätten. Da die Staaten der GUS somit nicht wüssten, welche Projekte in Lissabon vorgebracht werden, könne schon jetzt davon ausgegangen werden, dass diese Konferenz keine konkreten Resultate hervorbringen würde. R. räumte ein, dass man sich auch in der Schweiz dieses Eindrucks kaum erwehren könne. Was schliesslich die Konferenz von Tokio anbelangt, meinte B., dass man davon lediglich wisse, dass Japan eine Einladung angekündigt habe.



Urs Bucher

**Gespräch im Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen  
mit dem ersten Vizeminister Vladimir S. TIMOFEEV  
am 18.05.1992 in Kiew**

---

Der 1. Vizeminister des Ministeriums für Aussenwirtschaftsbeziehungen und Handel der Ukraine, Vladimir Timofeev (T), eröffnete das Gespräch mit dem Hinweis, die Ukraine sei erst seit kurzem ein unabhängiger Staat. Die legale Basis habe in kürzester Zeit geschaffen werden müssen. Dies gelte sowohl für die intern- wie auch die extern-relevante Gesetzgebung. Das von ihm (T) repräsentierte Ministerium habe früher in anderer Form existiert. Es sei aus den beiden Ministerien für Handel (Trade und Commerce) hervorgegangen. Zur Zeit sei es noch nicht völlig operationell. Vor der Unabhängigkeit habe die Ukraine keine Möglichkeit gehabt, Beziehungen zu internationalen Finanz- und Kapitalmärkten, zum Währungsfonds oder zum europäischen Markt aufzunehmen. An solchen Kontakten sei man sehr interessiert und gewisse Beziehungen habe man mit zwischenstaatlichen Vereinbarungen (Acts) bereits anknüpfen können.

Minister Ramsauer erklärte, das Ziel dieses Treffens bestehe aus seiner Sicht darin, Fragen im Zusammenhang mit dem **Ausbau eines bilateralen Vertragsnetzes** zu erörtern. Wirtschaftlich relevante Vereinbarungen seien mit der ehemaligen Sowjetunion abgeschlossen worden. Es stelle sich heute die Frage, wie sich die Ukraine zu diesen Abkommen stelle, ob sie bereit sei, diese zu übernehmen oder wie man bilateral weiter verfahren solle. In der Schweiz stelle man ein wachsendes Interesse seitens der Privatwirtschaft an der Ukraine fest. Es sei deshalb wichtig, dass von Regierungsseite die nötigen Rahmenbedingungen geschaffen würden, die eine fruchtbare wirtschaftliche Zusammenarbeit erlaubten. Die mit der Sowjetunion abgeschlossenen wirtschaftlichen Verträge müssten der heutigen Situation angepasst und bilateral in Kraft gesetzt werden. (Ram überreichte der Gegenseite die drei 48er Abkommen, den Briefwechsel bezüglich der Gemischten Kommission von 1973 und das Abkommen über die Entwicklung der wirtschaftlichen, industriellen und wissenschaftlich-technischen Zusammenarbeit). Er wies darauf hin, dass in bilateraler oder in multilateraler Weise (z.B. im Rahmen des GATT) dieses Problem angegangen werden könnte. Er sei überzeugt, dass beide Wege zu beschreiten seien. Bilateral werde bereits im Juni eine Verhandlungsrunde beginnen mit dem Ziel, ein Investitionsschutzabkommen abzuschliessen. Für schweizerische Investoren habe ein solches Abkommen grosse Bedeutung, gebe es doch potentiellen Investoren die Möglichkeit, gewisse Risiken besser abzuschätzen.

Heute seien in der Ukraine bereits verschiedene Schweizer Firmen aktiv (z.B. Sandoz, Ciba-Geigy, ABB), was doch zeige, dass die wirtschaftliche Zusammenarbeit angelaufen sei.

Was das bilaterale Handelsabkommen anbelange, so sei die im 48er Abkommen verankerte Meistbegünstigung von zentraler Bedeutung. Auch fiskalische Fragen (Doppelbesteuerung) müssten künftig gemeinsam vertraglich festgelegt werden.

**T erklärte, die von der Sowjetunion abgeschlossenen Abkommen könnten für die Ukraine keine Gültigkeit mehr haben.** Sie seien der heutigen Situation nicht mehr angepasst. Dies

- 2 -

gelte sowohl für die Struktur wie auch für die Art der Zusammenarbeit. Auf dem alten Fundament liessen sich die neuen Verträge nicht aufbauen. Man werde gemeinsam eine Lösung finden.

Auf die Frage nach der **Aussenverschuldung** angesprochen, meinte T, ihre Bedienung sei für die Ukraine eine heilige Pflicht. Sie werde dieser Verpflichtung gegenüber der Schweiz und anderen Ländern nachkommen.

T kam noch einmal auf die bilateralen Abkommen zurück und fügte bei, die Besuche des ukrainischen Präsidenten Krawtschuk im Ausland (z.B. Türkei, Indien, USA, Iran, Griechenland u.s.w.) seien immer auch mit der Unterzeichnung von bilateralen Verträgen einhergegangen. Die Tatsache, dass in Kiew bereits über 10 Staaten Botschaften und Konsulate eröffnet hätten (auch verschiedene Firmenvertretungen), erleichtere den bilateralen Verkehr. Die Ukraine ihrerseits werde Botschaften jenen Ländern eröffnen, wo sie gute operationelle Bedingungen vorfinde. Fragen in diesem Zusammenhang seien jedoch auf höherer Ebene zu erläutern.

Mit Blick auf das bilaterale Vorgehen wies Ram darauf hin, dass neue Verträge GATT-konform seien müssten. Überhaupt habe man in der Schweiz mit Genugtuung konstatiert, dass die Ukraine Kontakte zum GATT unterhalte. Diesem Prozess messe man in der Schweiz grosse Bedeutung zu. Ram drückte den Wunsch aus, dass den heutigen Gesprächen schon bald konkrete Schritte folgen sollten, damit die Wirtschaftsbeziehungen auf einer legalen Basis aufgebaut werden könnten. Er fügte bei, dass die auf den ersten Juli geplante Entsendung einer schweizerischen Geschäftsträgerin nach Kiew ein erster Schritt sei, die gegenseitigen Beziehungen zu erleichtern.

Mit der Frage nach den ukrainischen Vorstellungen bezüglich einer Zusammenarbeit mit der EG in Brüssel, wurde dem Gespräch eine andere Richtung gegeben. Abteilungsleiter Gontscharuk (zuständig für die Aussenwirtschaftspolitik) erklärte, die Ukraine sei bereits seit Januar oder Februar 1992 in Kontakt mit der EG-Kommission. Einerseits gehe es dabei um Fragen technischer Hilfe und zweitens um finanzielle Unterstützung. In Aussicht gestellte Kreditlinien würden gegenwärtig überprüft. Vizepräsident Andriessen habe ausserdem den Vorschlag gemacht, der Ukraine Beobachterstatus zuzugestehen.

Am Schluss des Gesprächs wurde die bilaterale Zusammenarbeit der GUS-Staaten untereinander angesprochen. T betonte, man habe praktisch mit allen ehemaligen Sowjetrepubliken bilaterale Zusammenarbeitsverträge abgeschlossen. Die seit Jahrzehnten bestehenden Beziehungen untereinander müssten unbedingt weiter bestehen bleiben. In der Praxis gäbe es zwar viele Verstösse gegen die Abmachungen, die Ukraine habe aber bezüglich des Warenaustausches ihre Verpflichtungen stets erfüllt. (Anmerkung: Diese Argumentation nimmt nach unserer Erfahrung jede Republik für sich in Anspruch). Ein wesentlicher Schritt, welcher zum Auseinanderbrechen der Wirtschaftsbeziehungen geführt habe, sei die von Russland im Januar 1992 durchgesetzte Preisfreigabe gewesen. Notgedrungen habe die Ukraine nachziehen müssen. Heute müsse jeder Staat eigene Wege gehen und seine Vertragspartner finden. Ohne Zusammenarbeit der GUS-Staaten untereinander gehe dies aber nicht. Mit dem Wunsch T's, die zu schaffende bilaterale Vertragsbasis möge mithelfen, dringend benötigte Investitionen

- 3 -

ins Land zu bringen und mit der Übergabe des neusten BAWI-Aussenwirtschaftsberichts wurde das Gespräch beendet.

Anmerkung: T machte den Anschein eines erfahrenen Bürokraten, der weiterhin eine möglichst grosse Aufsicht des Staates über die Aussenwirtschaftsbeziehungen und die Geschäftsaktivitäten einzelner Firmen anstrebt. Seine geistige Metanoia hin zu einer liberalen, marktwirtschaftlichen Wirtschaftsordnung dürfte noch nicht weit gediehen sein.



Leo Ribeli

## **Oleh Havrylyshyn, Vizeminister im Finanzministerium der Ukraine**

---

**Kiew, 18. Mai 1992**

Vorbemerkung: bis zu seinem Amtsantritt vor 4 Monaten arbeitete der ukrainisch-stämmige H. als Consultant bei der Weltbank in Washington.

Die Diskussionen der Ukraine mit dem IMF seien schon gut vorangeschritten und hätten zum Entwurf eines Reformprogrammes geführt. Dieses Programm basiere auf 3 Grundpfeiler:

- Stabilisierung des Staatshaushaltes
- Reform der makroökonomischen Strukturen
- soziale Unterstützungsprogramme

Im Moment diskutiere das Parlament gerade das neue Budget, welches ein Defizit von 2 % des BSP vorsehe. In diesem Jahr müsse die Ukraine zur Aufbringung ihrer Mittel noch auf die Mehrwertsteuer und auf die alte "Unternehmenssteuer", die noch keine eigentliche Gewinnbesteuerung kennt, zurückgreifen. In 1-2 Jahren möchte die Ukraine eine moderne Einkommens- sowie für Unternehmen eine Gewinnsteuer einführen.

Am Anfang der mikroökonomischen Strukturreform stünden die Privatisierung der Unternehmen sowie die Preisliberalisierung. Während die "kleine Privatisierung" bereits angelaufen sei, würden die grossen Betriebe noch von Experten auf ihre Ueberlebensfähigkeit hin geprüft. Alle für die Privatisierung notwendigen Rechtsgrundlagen seien bereits geschaffen, nur habe sich der ganze Mechanismus noch nicht eingespielt.

Was schliesslich die Sozialprogramme anbelange, sei die Hauptstossrichtung die, dass vom System der künstlich tief gehaltenen Preise zu direkten Zahlungen an Bedürftige übergegangen werde. Zusätzlich würden die Mindesteinkommen angehoben (z.Zt. 900 Rbl) und ein Arbeitslosenversicherungssystem eingeführt.

Die Einführung einer eigenen Währung sei nur eine Frage der Zeit. Bis es soweit sei, müsse mit Russland intensiv verhandelt werden, damit genügend Rubelnoten gedruckt würden. Ohne die Einführung der quasi als Parallelwährung im Verkehr stehenden Coupons wäre die ukrainische Wirtschaft wohl schon zusammengebrochen.

Die grösste und dringendste Aufgabe bei der Zusammenarbeit unter den GUS-Staaten sei die Einführung eines funktionierenden Clearing-Mechanismus im Zahlungsverkehr. Demnächst fände in Bischkek (Kirgistan) ein Treffen von Vertretern der Finanzministern aller 15 (!) Staaten der "ehemaligen Rubelzone" statt. Dabei gehe es darum, dass jeder Staat eine echte, eigene Zentralbank schaffen würde, die den Zahlungsverkehr mit den anderen Staaten regeln könnte. Ziel sei es, von der

gegenwärtig fast alleine funktionierenden Form von Bartergeschäften zu einer zivilisierten Form des Handels zurückzufinden. Gefährdet seien diese Verhandlungen hauptsächlich durch die eigenwillige Position Russlands. Ein Scheitern der Verhandlungen würde auch die Beziehungen zum IMF trüben, der darauf bestehe, ordentliche Zahlungsbilanzen zu erhalten. Bereits heute diskutiere man deshalb, sowohl in Russland als auch in der Ukraine, über die Einführung von Zollgrenzen, die eine Erfassung des Waren- (bzw. Zahlungs-) verkehrs ermöglichen würde.

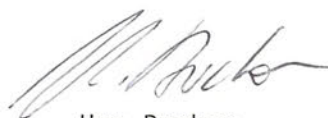
Die künftige Handelspolitik der Ukraine sei noch nicht genau definiert, derzeit kämpfe man noch immer in Feuerwehrlösungen. So hätte die zur Begleichung der Aussenschulden beschlossene Erhöhung der Exporttaxen aufgrund starker Proteste rückgängig gemacht werden müssen.

Im Investitionsbereich sei man demgegenüber schon recht weit, die Ukraine hätte hier - zumindest im Vergleich zu EL-Standarts - ein sehr liberales Investitionsgesetz.

Das Hauptproblem der wirtschaftlichen Aussenbeziehungen seien die viel zu geringen Devisen- und Goldreserven: diese würden im Moment nur gerade 300 Mio. \$ betragen.

Ein wahrer Teufelskreis bestehe darin, dass man den wirtschaftlichen Schwierigkeiten immer wieder, gemäss den alten Denkmustern, mit administrativen Massnahmen zu begegnen versuche. Dies führe dazu, dass der Staat schon wieder in die Wirtschaftsabläufe eingreife und dadurch die Reformen unterhöhle. Der Wille, aus diesem Teufelskreis auszubrechen, sei im Moment noch nicht vorhanden.

Zur Frage der Auslandverschuldung mochte sich H. nicht näher äussern, da diese Fragen noch immer in die Zuständigkeit des Aussenhandelsministeriums fallen würden.



Urs Bucher



## V.L. Lipatov, Vizeausserminister der Ukraine

---

### Kiew, 18. Mai 1992

Nachdem L. seiner Genugtuung über die Intensivierung der bilateralen Beziehungen mit der Schweiz Ausdruck gegeben hatte, skizzierte er die ukrainische Sicht der Zusammenarbeit unter den GUS-Staaten. Leider hätte man die Beziehungen unter diesen ehemaligen Partnerstaaten in vielen Bereichen einfach abgeschnitten. Dies wirke sich umso gravierender aus, als vor der Auflösung der UdSSR alle wichtigen Entscheide und besonders auch die wirtschaftliche Planung der Zentralgewalt oblegen hatte. Das hinterlassene Vakuum hätten die selbständig gewordenen Staaten noch nicht aufzufüllen vermocht.

Die Zusammenarbeit würde vor allem dadurch erschwert, dass sich Russland als alleiniger Nachfolger der UdSSR sehe. Sachlich gäbe es dafür gar keinen Grund, denn schliesslich seien aus der UdSSR 12 neue, vollkommen unabhängige und vor allem gleichberechtigte Staaten entstanden.

Trotzdem suche die Ukraine den Weg des Dialoges. Es sei klar, dass hier Geduld angebracht sei, die GUS sei schliesslich noch jung und Startschwierigkeiten damit nur natürlich. Ueber wichtige Streitpunkte wie die Schwarzmeerflotte oder die Armee sei man mit Russland bereits in einer sachlichen Diskussion. Daran, dass alle diese Streitigkeiten friedlich beigelegt würden, liess L. keinen Zweifel aufkommen. Russland und die Ukraine seien zusehr verwandt, als dass man von diesem Weg abkommen könnte.

Auf die Einführung einer ukrainischen Währung angesprochen, wies L. vorerst darauf hin, dass Russland durch die nicht mit seinen Partnern abgesprochene Preisliberalisierung die anderen Staaten zur Prüfung dieses Schrittes gezwungen habe. Als Sofortmassnahme sei der Ukraine nichts anderes möglich gewesen, als Coupons (als Parallelwährung) auszugeben. Mittlerweile stehe fest, dass eine eigene Währung eingeführt werden müsse. Letztlich sei eine eigene Währung, genauso wie eine eigene Armee, ein selbstverständliches Attribut jedes selbstständigen Staates. Bei allen ihren Schritten respektiere die Ukraine die am GUS-Gipfel vom 3. Januar 1992 getroffenen Vereinbarungen.

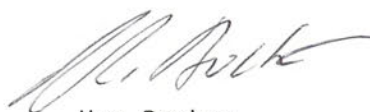
Mit allen GUS-Staaten seien bereits bilaterale Abkommen über die politische, wirtschaftliche und kulturelle Zusammenarbeit unterzeichnet, die sich im allgemeinen gleichen würden. Im Abkommen mit Moldawien sei ein Passus über die Gewährung der Rechte der Minderheiten enthalten.

Die 11 Mio. in der Ukraine lebenden Russen könnten nicht als Minderheit gelten, da sie vollkommen integriert seien. Auf dem ganzen Gebiet der GUS gäbe es aber Minderheitsprobleme; die KSZE könne bei deren Lösung sicher eine konstruktive Rolle spielen.

- 2 -

Auf die Beziehungen zum "übrigen Ausland" angesprochen, wies L. erneut auf die Abhängigkeit der Ukraine von Russland (Erdöl, etc.) hin. Dieser Zustand sei auf die Dauer nicht haltbar, die Ukraine gehöre zu Europa. Man suche deshalb eine möglichst rasche Annäherung an die EG.

Abschliessend wies Ram auf die im Juni geplante Verhandlungsrunde zum Abschluss eines schweizerisch-ukrainischen Investitionsschubabkommens hin, die einen ersten konkreten Schritt beim Aufbau der bilateralen Wirtschaftsbeziehungen darstellen würden.



Urs Bucher

## Liste der Gesprächspartner

---

### Business-Lunch in Moskau, 08.05.1992

William L. ADAMS, PhD, Vizepräsident, ABB Process Automation  
Karl BAUER, Sandoz, Dr. Ing., Head of the Representation, Moscow  
Martin EMCH, Crédit Suisse, Senior Representative, Moscow  
Serge SCOTTO, DIAplus, Soviet-Swiss Joint Venture Company (Hoffmann-La Roche),  
General Manager, Moscow  
Tikhon TROYANOV, Docteur en droit, Secretan, Troyanov, Fiechter & Gautier, Moscou  
et Genève

### Republik Kasachstan

#### Finanzministerium, Alma-Ata, 11.05.1992

Tuleubek Abdikadirovich ABDIKADIROV, Minister  
Viktor BRATASCHEW, Vizeminister  
Kopschasar AJMAGAMBETOW

#### Staatskomitee für Wirtschaft, Alma-Ata, 11.05.1992

Anatoli A. SCHALWAROV, Stellvertretender Vorsitzender  
mit 3 Mitarbeitern

#### Ministerium für Aussenhandel, Alma-Ata, 11.05.1992

Wjatscheslaw V. KOSTJUTSCHENKO, 1. Vizeminister  
T. I. ULJANICKAJA  
G.A. OMAROWA, Abteilungschefin Devisen und Finanzen  
N.A. NARIMAN, Protokoll

#### Kasachische Industrie- und Handelskammer, Alma-Ata, 12.05.1992

Aueskhan KYRBASOW, Präsident  
Aset K. BAIKENOV, Vice-president of Kazakhstan Chamber of Commerce and Industry  
Gosman K. AMRIN, Handels- und Industriekammer, Abteilung für Aussenwirtschaftsbeziehungen

**Republik Usbekistan****Finanzministerium, Taschkent, 13.05.1992**

Wil Sawelewitsch BEGANOW, Vizefinanzminister  
Anvar Hamidowitsch RASULEV, Head of Currency-economic board

**Ministerium für Aussenwirtschaftsangelegenheiten, Taschkent, 13.05.1992**

Sadik S. SAFAEV, 1. Vizeminister  
Rustam Sch. SCHUKUROV, Expert Protokoll

**Russische Föderation****Finanzministerium, Moskau, 14.05.1992**

Anatoli Iwanowitsch GOLOVATYJ, Stellvertretender Finanzminister

**Kommission für humanitäre und technische Hilfe**

ANISSIMOV, Vizevorsitzender  
Pavel V. ONISCHENKO, Executive secretary of the Commission on Humanitarian and  
Technical Assistance, Russian Government  
Genadij BARYSCHNIKOV, Experte für technische Hilfe  
Olga SCHEENKO, Gesundheitsministerium  
Vladimir SCHARJONOV, Bauern- und Farmerassoziaton (AKKOR), Chef der Abteilung für  
Aussenbeziehungen  
Vladimir FEDOROV, Abteilungschef technische Hilfe

**Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen, Moskau, 15.05.1992**

Roald F. PISKOPPEL, Direktor des Departementes für Wirtschaftsbeziehungen mit Europa,  
USA und Kanada, Mitglied des Ministerrats  
A. BORISSOV, Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen  
BOLSCHAKOV, Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen

**Aussenministerium der Russischen Föderation, Moskau, 15.05.1992**

S.V. BIRJULOV, Chef der Direktion für regionale Zusammenarbeit und Internationale  
Organisationen

Valerij V. AKSENOV, Attaché, Direktion für internationale Wirtschaftsbeziehungen

### Republik Ukraine

#### Ministerium für Aussenwirtschaftsbeziehungen, Kiew, 18.05.1992

Vladimir S. TIMOFEEV, 1. Vizeminister

A.I. GONTSCHARUK, Chef der Abteilung für internationale Beziehungen

A.A. DJATSCHENKO, Protokoll

Sergej I. LITVINOV, Head, Member of the Board, Handelsministerium der Ukraine

#### Finanzministerium, Kiew, 18.05.1992

Oleh HAVRYLYSHYN, Vizeminister

Alexander V. TARABUCHIN, Adviser, Currency-economic Department

Aleksej I. SCHITRJA, 1. stv. Vorsitzender Steuerverwaltung im Finanzministerium

Vitalij N. IL'IN, Vizeminister der staatlichen Steuerinspektion

Alexander V. BASAROV, Nationalbank der Ukraine, Head of the international department

#### Aussenministerium der Ukraine, Kiew 18.05.1992

V.N. LIPATOV, Vizeminister

Konstantin TIMOSCHENKO

Sergej POLJUK

#### Zusammensetzung der BAWI/EDA-Delegation

Rudolf RAMSAUER, Vizedirektor, BAWI

Leo RIBELI, BAWI

Urs BUCHER, EDA

am 14./15.05.1992 in Moskau zusätzlich: Jean-Hubert LEBET, EDA, Botschaftsrat Moskau